

## Le Journal de l'Afrique N° 003



### Ensemble, libérons l'Afrique des médiamentonges !

Malgré son milliard d'habitants et ses nombreuses ressources naturelles, l'Afrique est quasi absente des grands médias. Confinée aux faits divers, elle se résume à trois grands maux : Dictature, Misère, Guerre.

Silence sur les causes et les responsables de ces fléaux. Silence sur l'action des grandes puissances, sur la conquête des zones d'influence et sur les enjeux géostratégiques. Alors que chaque guerre en ce continent vise à faire main basse sur les matières premières. Silence enfin sur les réussites des peuples africains.

**Ensemble, libérons l'Afrique des médiamentonges** et du brouillard dissimulateur ! Les Africains doivent connaître la vérité. Ils doivent être informés sur les causes et les conséquences réelles des actions qui se déroulent sur leur continent et ailleurs.

Nous sommes heureux de vous présenter le nouveau "Journal de l'Afrique" (JDA), qui donnera la parole au continent sous forme de newsletter régulière. Fameux défi ! Que nous ne pourrons réaliser qu'avec votre aide, chers lecteurs !

Nous comptons sur vous pour libérer l'Afrique des médiamentonges.

CARLOS SIELENOU & MICHEL COLLON

**Pour nous soutenir faites un don [en cliquant ici](#)**

Faites-nous part de vos remarques : [journaldeafrique.redaction@investigaction.org](mailto:journaldeafrique.redaction@investigaction.org)

## Sommaire

Dessin du mois

**1-Boko Haram : le bras armé de l'Occident pour détruire le Nigéria et chasser la chine du Golfe de Guinée.** Carlos BAKE et Olivier A. Ndenkop.

Par **Carlos Bake** et **Olivier A. Ndenkop**

**2-Pr. Nicolas Agbohhou :** « *Aucun pays africain ne peut être Emergent avec le franc CFA* »

Entretien mené par **Olivier A. Ndenkop**

**3-Plans secrets des USA et de l'Europe pour continuer le pillage de l'Afrique**

Par **Tony Busselen**

**4-Comment le Mali a perdu Kidal : le film de la bataille du 21 Mai 2014**

Par **Tiékorobani**

**5-La banque BRICS opérationnelle - Une sortie du Consensus de Washington ?**

Par **Chems Eddine Chitour**

Brèves

Le dessin du mois



---

## Robert Mugabe renforce l'axe Harare-Pékin

Le 25 août 2014, deux semaines après le Sommet USA-Afrique auquel il n'était pas invité, le président zimbabwéen a entamé une visite officielle de cinq jours en Chine. A son arrivée, il a été accueilli en grandes pompes par le président chinois Xi Jinping. *«Vous êtes un leader renommé du mouvement de libération nationale africaine [...] Un vieil ami du peuple chinois que nous respectons énormément»*, a déclaré Xi Jinping. Ce treizième voyage officiel de Robert Mugabe à Pékin avait un fort accent économique. En témoigne la délégation qui accompagnait le « Camarade Bob » : composée des ministres des Finances, des Transports et de l'Industrie. A travers cette visite, *« le Zimbabwe cherche à s'assurer des investissements chinois dans les infrastructures, avec l'accent mis sur l'énergie [...] et les réseaux de transports »*, a indiqué George Charamba, le porte-parole du président dans la presse officielle à Harare. Au Zimbabwe, la Chine est présente dans les secteurs des mines, de l'agriculture et des travaux publics.

---

## Laurent Gbagbo en librairie

Le 26 juin 2014, l'ancien président ivoirien a publié un livre de 320 pages aux éditions du Moment. Ecrit par Laurent Koudou Gbagbo et le journaliste français François Mattei, *« Pour la vérité et la justice »* est un recueil des petits secrets de la politique ivoirienne. Le livre jette aussi une lumière crue sur la diplomatie parallèle de la France. Parlant de sa gestion de la Côte-d'Ivoire, Laurent Gbagbo affirme avoir entrepris l'assainissement de la filière cacao. Il dit avoir été renversé parce qu'il voulait sortir son pays de la zone franc CFA. Laurent Gbagbo reconnaît avoir financé la campagne

présidentielle de Jacques Chirac à travers Dominique de Villepin et Robert Bourgi. Depuis sa cellule de Scheveningen, près de La Haye, le président déchu soutient qu'il a gagné les élections présidentielles de 2010. Et ses adversaires le savaient tous. C'est pourquoi ils ont dit-il unanimement refusé le recomptage des voix.

.....

## **L'Afrique bénéficiaire du bras de fer entre l'Europe et la Russie**

Réagissant aux sanctions économiques prises contre elle par rapport à son implication supposée dans la crise ukrainienne, la Russie a suspendu ses importations agroalimentaires en provenance de l'Union Européenne. La Trade Alliance of African countries in Russia (TACR) s'active pour ouvrir le marché russe aux producteurs africains. Jusqu'ici, les fruits et légumes africains passaient par l'Europe de l'Ouest. Cette longue chaîne d'intermédiaires augmentait le prix final des produits de 20%. Selon les douanes russes, 261 000 tonnes de fruits venant d'Afrique orientale sont entrées dans le pays en 2013 ; pour une valeur totale de 258 millions de dollars. En accédant directement au marché russe, les exportations africaines pourront tripler voire quadrupler, soutient Elena Nagornaya, présidente de la TACR qui regroupe le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du sud.

.....

## **Le premier avion 100% africain décolle en Afrique du Sud**

Le premier avion 100% africain s'appelle AHRLAC (Advanced High Performance Reconnaissance Light Air Craft). Construit par Aerodus et Paramount, l'AHRLAC a pris son envol le 13 août 2014 à l'aéroport Wonderboom de Pretoria. La construction de cet avion a nécessité la bagatelle somme de 200 millions de dollars et le travail acharné d'une équipe de 60 ingénieurs africains. L'AHRLAC est un avion miniaturisé à mi-chemin entre un avion de chasse et un hélicoptère. Le cockpit peut transporter un pilote et un passager. Outre l'Afrique du Sud, l'appareil pourrait intéresser d'autres pays en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Selon les spécialistes, cet appareil, capable de voler durant 11 heures d'affilée, réunit toutes les technologies les plus modernes de l'industrie aéronautique militaire.

.....

## **Barack Obama fait les yeux doux à l'Afrique**

Du 4 au 6 août 2014, Washington a accueilli le premier sommet Etats Unis-Afrique. Présidé par le président étasunien, ce Sommet a connu la participation d'une quarantaine de dirigeants du continent. Reléguant les grands discours sur la démocratie et les droits de l'Homme au second plan, Barak Obama a mis l'accent sur l'économie. M. Obama a annoncé l'investissement de 33 milliards de dollars en Afrique. Toujours dans le même élan économique, le président étasunien a échangé avec 500 jeunes Africains invités pour un séjour d'un mois aux USA. A travers ce Sommet, Barak Obama entend redorer l'image des USA sérieusement écornée en Afrique. Le Sommet USA-Afrique intervient huit mois après le sommet Afrique-France tenue à l'Elysée et présidé par le président français François Hollande.

.....

## **Boko Haram : le bras armé de l'Occident pour détruire le Nigéria et chasser la chine du Golfe de Guinée.**

Les amis du Nigéria ne sont pas ceux qui, par une communication surfaite, proposent leur « aide » pour lutter contre la secte islamiste. Il s'agit plutôt d'embrasser l'ennemi nigérian pour mieux l'étouffer ! Premier pays producteur de pétrole en Afrique et sixième mondial avec 2,5 millions de barils par jour, le Nigéria a commis le « crime » de céder des puits de pétrole à la Chine. Une concurrence jugée insupportable pour les USA, la France et l'Angleterre qui pompent le pétrole nigérian sans inquiétudes depuis 50 ans. De leur côté, les pétromonarchies arabes s'inquiètent d'un Nigéria trop puissant qui pourra ne plus se soumettre au diktat de l'Arabie Saoudite et du Qatar sur le marché du pétrole et du gaz. A l'image de l'Iran (2<sup>ème</sup>) et du Venezuela (5<sup>ème</sup> producteur de pétrole mondial) qui gèrent leur pétrole en toute souveraineté. Boko Haram est le cheval de Troie qu'utilisent les puissances impérialistes pour contrer la Chine et détruire la première puissance économique africaine qu'est devenu le Nigéria en le divisant en deux états comme au Soudan.

Par Carlos Bake et Olivier A. Ndenkop



Les mains tachées jusqu'à la barbe

### **Quelques questions pour briser le tabou**

Première puissance économique africaine depuis le premier trimestre 2014, premier pays producteur de pétrole en Afrique, le Nigéria qui conserve par ailleurs sa confortable position de première puissance démographique (180 millions d'habitants) du continent retient de plus en plus l'attention des médias. Seulement, dans les chaînes de télévision ou les colonnes des journaux, cette triple puissance qu'est le Nigeria est désormais réduite à un nom devenu son synonyme : *Boko Haram*. Présenté par les « grands » médias « presstitués » comme un groupe de « fous de Dieu », *Boko Haram* n'aurait pas d'autres visées que de créer un Califat dans une partie du Nigéria, à défaut de soumettre tout le pays à la loi islamiste, la Charia. Aucun lien avec les puissances impérialo-capitalistes engagées dans une lutte à mort pour conserver l'hégémonie mondiale face à la Chine. Et grâce à la grande communication faite autour de l'« enlèvement » le 14 avril 2014 de plus de 200 jeunes filles (le nombre varie en fonction des sources) dans la localité de Chibok, la secte islamiste a acquis une renommée planétaire. Ses actions sont relayées autant que celles des autorités nigérianes sont censurées. Comme pour prouver aux yeux du monde que le président nigérian, Jonathan Goodluck n'a paradoxalement aucune chance !

Mais est-ce une surprise si ces médias « oublient » systématiquement de vous dire à qui profitent en dernier ressort les crimes commis par la secte *Boko Haram*? Pourquoi notre grande presse garde-t-elle un silence complice sur les origines des fonds et des armes lourdes qui permettent aux adeptes de *Boko Haram* de semer la mort au Nigeria, et bientôt au Cameroun? Pourquoi les médias qui arrosent le monde ne diffusent-ils pas ce câble de *Wikileaks* qui citait nommément l'ambassadeur des

Etats Unis d'Amérique à Abuja, Terence P. MacCulley comme le coordinateur des actions de déstabilisation du Nigéria ? Face à la redéfinition des équilibres géostratégiques imposée par la pénétration de la Chine en Afrique, *Boko Haram* comme la *Séléka* en République centrafricaine est devenue une arme redoutable pour préserver la mainmise des multinationales occidentales sur les matières premières et accélérer la mise en place d'*Africom*, le Commandement militaire US pour Afrique.

### ***BokoHaram : à qui profitent les crimes de la secte islamiste ?***

Pour envahir l'Irak et tuer son président au nom du pétrole, les Etats Unis d'Amérique de Georges Bush ont trompé la planète entière en affirmant que Saddam Hussein, devenu l'ennemi à abattre détenait des Armes de destruction massive. Colin Powell est allé plus loin en sortant des tubes à essai qu'il a présentés en mondovision comme les échantillons de ces armes à la disposition de Saddam Hussein. 10 ans après, tout le monde a constaté qu'il s'agissait d'un gros mensonge *made in Washington*.

En 2011, une vidéo sur le chef de guerre congolais Joseph Kony postée sur *You Tube* et largement commentée dans les médias a été regardée dit-on par plusieurs millions d'internautes. Stupéfaits par les crimes de Joseph Kony, les internautes du monde entier ont juré la perte de Kony. En retour, les USA ont proposé leur aide pour officiellement traquer les troupes de l'Armée de Résistance du Seigneur que commande l'« invisible » Kony. Trois ans après, le résultat est le suivant : Joseph Kony est toujours en fuite. Mais au nom de sa traque, les USA ont installé des bases militaires en République démocratique du Congo, en Ouganda, en République centrafricaine, etc.

Autrement dit, à travers cette campagne, Washington a solidement installé les bases militaires dans cette partie de l'Afrique particulièrement riche en minerais précieux et très sollicités par la Chine qui en a grand besoin pour son industrialisation. (**Voir carte ci-dessous**)

### **Le Nigéria fait son entrée dans la gueule du loup**

Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) depuis 1971, le Nigeria garde le record de putschs en Afrique. Le pays a connu plusieurs groupes irrédentistes parmi lesquels le Mouvement pour la Survie du peuple Ogoni (Mosop) que dirigeait l'écrivain Ken Saro-Wiwa (pendu en 1995), le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger (Mend). Le Mosop et le Mend avaient des revendications clairement formulées : gestion inclusive des ressources pétrolières. Les membres des deux organisations faisaient recours aux moyens légaux descendant dans la rue pour manifester mais n'hésitaient pas à prendre les armes pour s'attaquer au pouvoir central ou aux compagnies pétrolières, sources de leurs malheurs.

## **BokoHaram : un fantôme à plusieurs facettes**

Crée à Maiduguri par Mohamed Yusuf en 2002, au lendemain des attentats du 11 septembre, Boko Haram évolue au gré des événements politiques nigériens et des orientations géostratégiques dessinées par les grandes puissances occidentales.

De 2002 à 2006, la secte s'inscrit dans la logique de recrutement-endocrinement. Néanmoins, elle effectue quelques actions de violence comme pour prouver sa capacité d'action et se faire connaître.

De 2006 à 2009, au fur et à mesure que le sudiste Olusugun Obasanjo s'obstinait à modifier la constitution (2006) pour briguer un troisième mandat à la tête du Nigeria, Boko Haram franchit un pallier dans la violence. Les Etats de [Bauchi](#), [Wudil](#), [Potiskum](#), [Maiduguri](#), [Borno](#), [Yobe](#), [Kano](#) deviennent le théâtre des violences incessantes. Celles-ci ont fait des morts aussi bien dans les rangs des forces de sécurité que dans la population civile et les adeptes de la secte. Son fondateur a d'ailleurs été exécuté en juillet 2009. Mais, comme cette hydre mythologique dont une tête coupée en faisait renaître 1000, Mohamed Yusuf n'est pas mort avec Boko Haram.

## **Quand Boko Haram s'invite dans la lutte pour le pouvoir entre le Nord et le Sud**

Il est un élément qui permet de comprendre le versant nigéro-nigérien du phénomène Boko Haram. Entre 2006 et 2007, le président nigérien d'alors, Olusegun Obasanjo use de tous les stratagèmes pour écarter le candidat favori du Nord à la présidentielle. Atiku Aboubacar qui a pourtant été son vice-président de 1999 à 2007 est tantôt accusé de corruption, tantôt exclu du parti au pouvoir, le Parti Démocratique Populaire (PDP). Déçu, il quitte le PDP et se présente sans succès à l'élection présidentielle de 2007 sous la bannière du Parti populaire de Tout le Nigeria (ANPP).

Finalement, c'est le malade Umaru Yar'Adoua qui succède à Obassanjo. Yar'Adoua est certes du Nord, mais il n'a pas le poids politique, encore moins le soutien populaire dont jouit le richissime Atiku Aboubakar que l'entourage d'Obassanjo trouve trop proche de Washington. Ce qui est sûr c'est que depuis cette brouille de plus et peut être de trop entre le Nord et le Sud, Boko Haram est devenu plus violent que jamais. S'attaquant aux écoles, églises chrétiennes et autres lieux publics. Avec ce nouveau redéploiement, l'on constate que la secte devenue le cheval de Troie de l'élite du Nord Nigeria dispose désormais d'armes lourdes. Ses troupes aujourd'hui estimées à 30 000 hommes, sont plus disciplinées, semblent plus entraînées. Bref elles sont devenues plus « professionnelles » ! Ceci fait immédiatement penser au deash en Irak c'est-à-dire une arme de chantage manipulée par des intérêts occultes...



Finalement, le 5 mai 2010, à la mort du président nordiste Oumarou Yar'Adoua qui n'a pas fini son mandat, le pouvoir revient au Sud avec l'élection de Jonathan Goodluck, originaire de la région pétrolière du Delta du Niger. Les musulmans du Nord se sentent une fois de plus floués. Ils estiment que la bande à Jonathan Goodluck et Obassanjo a violé l'accord tacite qui veut que non seulement le Nord et le Sud dirigent le pays à tour de rôle, mais aussi qu'il revient à chaque partie de choisir son candidat-président.

Une disposition que le parti au pouvoir aurait violé aussi bien en 2007 qu'en 2011. On comprend par là pourquoi à l'approche de l'élection présidentielle de 2015, *Boko Haram* multiplie les actes de terreur qui visent sur le plan interne à fragiliser le président sudiste Jonathan Goodluck.

Pour cette mission, les grands médias jouent un rôle déterminant. Ils font une communication sélective qui consiste à communiquer sur les actions de *Boko Haram* et à passer sous silence les actions des forces de sécurité nigérianes qui ont fait leurs preuves à plusieurs reprises. En 2009 par exemple, l'armée nationale a infligé une cinglante déculottée aux membres de la secte, tuant son fondateur Mohamed Yusuf et un millier de ses combattants. Dans une lettre datant du 9 août 2009, Sanni Umaru qui s'est présenté comme le successeur de Mohamed Yusuf a reconnu la perte de plus de 1 000 hommes par *Boko Haram*. Certes gangrené par la corruption, le gouvernement fédéral n'est pas (pour l'instant) l'éléphant mort que vous présente votre téléviseur ! Le Nigéria est confronté à la guerre de quatrième génération et dans celle-ci, la guerre de l'information est un pilier central. Les médiamensonges des journaux et télévisions « presstituéés » deviennent des obus de mortier qu'on tire du matin au soir. Notre poste de télévision devient un fantassin de l'ennemi installé dans notre propre salon, tirant jour et nuit en direction de notre cerveau !

Avec les financements de l'élite du Nord et ceux des acteurs extérieurs, la secte islamiste s'est suréquipée et dispose désormais d'armes lourdes ainsi que des chars. Outre les soutiens financiers et logistiques, ces islamistes terroristes bénéficient d'importantes complicités dans l'administration et dans les forces de sécurité. Ce sans quoi il n'aurait jamais été possible d'enlever plus de 200 filles dans un établissement scolaire et disparaître sans être appréhendé. Parmi les financiers de *Boko Haram*, le Qatar et l'Arabie saoudite sont en tête de peloton bien sûr pour le compte de l'empire certes mais avec l'avantage de déstabiliser un acteur majeur et futur rival sur le marché du pétrole et du gaz. En 2050, le Nigéria seule aura environ 400 millions d'habitants, soit la troisième puissance démographique du monde. Cela n'arrange pas les affaires de beaucoup de gens...

### **La dimension occidental-impérialiste : fragiliser le Nigeria et écarter la Chine**

Les puissances sont jalouses de leur position et des privilèges y afférents. Elles s'emploient à freiner toute concurrence, aussi petite soit-elle. En tant que triple

puissance (démographique, économique et pétrolière) africaine, le Nigéria s'est involontairement attiré des ennemis hors du continent. Pour ne pas arranger les choses, l'ancien président Olesugun Obasanjo a commis le « crime » de briser le monopole des entreprises occidentales dans l'exploitation des vastes gisements de pétrole du Nigéria en ouvrant les puits au Chinois.

En effet, pendant plus d'un demi-siècle les compagnies pétrolières françaises, anglaises et étasuniennes ont régné en maîtres imperturbables dans la production pétrolière au Nigéria. Et puis, coup de théâtre ! En avril 2006, le président Obasanjo qui n'a pas reçu l'appui des Occidentaux dans sa tentative de modifier la constitution pour se maintenir au pouvoir se fâche et se tourne vers la Chine. Au grand dam de Shell, Texaco, Chevron..., les autorités nigérianes annoncent en grandes pompes avoir signé un contrat d'exploitation avec la compagnie pétrolière *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC) pour plus de deux milliards de dollars avec une prévision de production de 225 000 barils jour. Dans la même logique, le président Obasanjo a négocié un prêt d'un milliard de dollars auprès du gouvernement chinois afin de financer la réhabilitation des voies ferrées du Nigéria et acheter du matériel roulant. La partie chinoise se donne deux ans pour produire son premier baril de pétrole au pays de Ken Sarowiwa et de Wole Soyinka.

Ce rapprochement Abuja-Pékin crée des insomnies dans les capitales occidentales. Perdre le contrôle du Nigéria qui produit 2,5 millions de barils par jour est un coup dur pour Paris, Londres et Washington. D'autant plus que le Nigéria et son voisin le Cameroun constituent une sorte de glacis stratégique incontournable pour le contrôle du Golfe de Guinée.

De leur côté, l'Arabie Saoudite et le Qatar s'inquiètent de voir le premier producteur africain de pétrole s'affranchir de leur tutelle. L'Iran, deuxième producteur de l'or noir au monde se moque des directives édictées par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Le Venezuela, cinquième producteur mondial de pétrole s'est affranchi des directives des monarchies arabes et de l'impérialisme occidental depuis plus d'une décennie. Il gère son pétrole en toute souveraineté. Or, *Ad vitam Aeternam*, ces pétromonarchies entendent être le centre de régulation du marché du pétrole mondial. Ce qui est le seul lot de consolation que leur laisse l'impérialisme occidental.

Face aux velléités souverainistes du Nigéria, les réactions ne se font pas attendre. Chez l'Oncle Sam, on le sait, la meilleure défense c'est l'attaque ! L'administration US lance précipitamment son Commandement militaire pour l'Afrique en 2008, année où la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) démarrait ses activités pétrolières dans le premier pays producteur de pétrole en Afrique. Dans la précipitation, les USA n'attendent pas l'obtention d'un accord de siège pour lancer l'Africom. Il faut faire quelque chose. Point besoin d'attendre qu'un pays africain accepte d'abriter Africom pour le lancer. Six ans après son lancement, ce Commandement militaire étasunien pour l'Afrique est toujours basé à... Stuttgart en Allemagne.

Certains peuvent toujours y voir une simple coïncidence. Mais, cela n'enlève rien sur le fait que le Commandement militaire étasunien pour l'Afrique ne vise pas à lutter contre le terrorisme comme l'indique le discours officiel. Africom est le bras militaire

de la diplomatie US pour contrer l'émergence d'une puissance endogène et surtout écarter la Chine de Afrique. Pour éviter que l'Empire du milieu ne s'empare de leur place de première puissance économique mondiale, les USA, incapables de fermer les industries chinoises, empêchent que celles-ci puissent accéder aux matières premières qui leur sont indispensables.

### **La CIA à l'œuvre**

S'appuyant sur les câbles de *Wikileaks*, l'organisation *Greenwhite Coalition* affirme que pendant plusieurs années, les USA ont déployé les gros moyens pour déstabiliser le géant d'Afrique. En fouillant dans sa mémoire, le pays de Georges Bush a constaté que les troupes de l'Ecomog (*Economic Community of West African States Monitoring Group*), la force militaire de la CDEAO (Communauté de développement des Etats de l'Afrique de l'Ouest), majoritairement constituée de militaires nigériens avait joué un rôle important (institution de cessez-le-feu) dans les guerres civiles au Libéria et en Siéra-Léone dans les années passées.

Craignant que le Nigéria utilise l'Ecomog pour supplanter l'influence des grandes puissances dans la sous-région, le président Georges Bush, fonde l'Acri (*Africa Crisis Response Initiative*) en 2004. Avec l'aide de la CIA, l'Acri recrute des jeunes islamistes qu'elle forme à la collecte du Renseignement, au maniement des armes, aux techniques de survie. Les jeunes formés sont mis à la disposition de la secte *Boko Haram* qui s'en sert pour semer la mort !

*Greenwhite Coalition* constate également que la CIA a installé les camps d'endoctrinement et de formation le long des frontières poreuses du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger. Bien plus, un autre câble diplomatique US révèle que pour conduire la déstabilisation du Nigéria, l'ambassade US au Nigéria est devenue un véritable laboratoire. Pour mieux mener le sinistre projet, Washington n'a pas trouvé mieux que Terence P. MacCulley pour occuper le poste d'ambassadeur dans ce pays. Terence P. MacCulley n'est pas un diplomate comme les autres. En plus d'être le coordinateur de la politique étrangère d'Africom, il est l'un des architectes de l'*Africa Crisis Response Initiative*. Son expérience est mise à contribution pour fragiliser le pouvoir fédéral afin de justifier l'intervention des pays de l'OTAN.

Il n'aura échappé à personne que les attaques de la secte islamiste se font désormais avec une précision digne d'une armée professionnelle bien entraînée! Elle dispose d'un effectif que la rançon issue du marchandage des otages ne peut payer. Car pour enrôler, nourrir, équiper et soigner des milliers de combattants comme c'est le cas de Boko Haram, il faut avoir des financements importants et réguliers. Or le business des otages n'obéit pas à cet impératif.

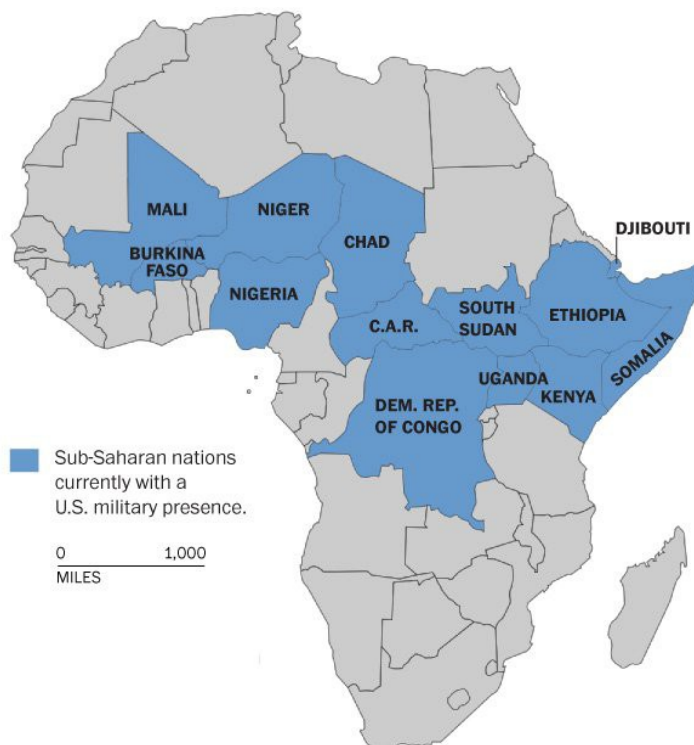
### **Quand Michelle Obama fait le marketing des drones US au Nigéria**

Pour mieux comprendre l'implication des USA dans la déstabilisation du Nigéria, il faut revisiter les derniers événements qui se rapportent à ce pays. Le dernier en date est incontestablement la campagne « *Bring Back our girls* », lancée personnellement par la première dame des Etats Unis d'Amérique. Restée en retrait pendant les six premières années de présidence de son mari, Michelle Obama s'est muée en mascotte

du complexe militaro-industriel US. En lançant la campagne *Bringbackourgirls* sur *facebook*, elle a légitimement attiré l'attention du monde sur le sort des 200 filles enlevées par la secte islamiste.

Mais, ce qu'on ne dit pas c'est que Michelle Obama a trouvé un nouveau ciel pour les drones US et un nouveau terrain d'actions pour les *Marines* et autres forces spéciales étasuniennes. Au nom de la recherche des 200 lycéennes, le président étasunien a décidé l'envoi de 70 militaires au Tchad. Obama en a profité pour renforcer les effectifs militaires US au Nigeria. Jusqu'en mai 2014, 50 soldats étasuniens étaient régulièrement affectés à l'ambassade des USA au Nigéria. 20 *Marines* y assuraient la formation des militaires locaux. La campagne lancée par Michelle Obama a permis d'accroître ce nombre.

Rappelez-vous la campagne lancée pour nous avait-on dit, traquer Joseph Kony. Elle a permis aux USA de quadriller le Congo, l'Ouganda, la RCA... *Brink back our girls* permet de quadriller l'Afrique de l'Ouest. Etablissant l'axe Mogadiscio-Ouagadougou, avec 12 pays sous la botte de Washington. A ce jour, 29 pays africains ont accordé le droit aux USA d'utiliser leurs aéroports. Et n'oubliez jamais que les forces spéciales sont toujours précédées des hommes de Renseignements qui collectent certes des données utiles pour les militaires, mais font de l'espionnage économique et industriel au service de l'Empire. On voit à qui profite les crimes de *Boko Haram* en dernier ressort. La guerre c'est le plan !



Bases militaires étasuniennes en Afrique

## **Boko Haram : un poker menteur très rentable**

En français, *BokoHaram* veut dire : « l'école interdite ». *Boko* renvoie au livre *Book* et *Haram* veut dire interdit. Son contraire est *Halal*. Plusieurs « spécialistes » et « experts » de *Boko Haram* préfèrent la traduction suivante : « L'éducation occidentale est un péché ».

Cependant, il est étonnant de constater que *Boko Haram* ne s'attaque pas aux intérêts des Occidentaux qui sont pourtant ses ennemis objectifs si l'on en croit la traduction des « experts ». Au Nigéria, les grandes marques occidentales ne manquent pourtant pas. Les plus visibles dictent la loi dans le pétrole qui est la principale source en devises du pays.

Au lieu de s'attaquer à elles pour confirmer le caractère *Haram* de l'Occident, la secte préfère s'en prendre aux Nigérian(e)s dont le crime inexpiable serait d'être chrétien(e)s ou de fréquenter une école laïque. Aboubakar Shekau n'a-t-il pas revendiqué l'enlèvement des 200 filles dans une vidéo ? Quelle incohérence ! *Boko Haram* est donc ce que son nom n'indique pas. Autrement dit Boko Haram n'est pas ce que vous en savez.

Contrairement à *Boko Haram*, le Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni et le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger s'opposaient ouvertement aux intérêts de l'Occident. Les deux organisations s'en prenaient directement aux multinationales pétrolières et à leurs relais nigériens. En 1992, trois ans avant sa pendaison à Port Harcourt le 10 novembre 1995 par le régime de Sani Abacha, l'écrivain Saro-Wiwa (assassiné avec 8 autres militants du Mosop) indexait les compagnies pétrolières en termes : « *L'exploration pétrolière a transformé le pays ogoni en immense terrain vague. Les terres, les rivières et les ruisseaux sont en permanence entièrement pollués ; l'atmosphère est empoisonnée, chargée de vapeurs d'hydrocarbures, de méthane, d'oxydes de carbone et de suies rejetés par les torchères qui, depuis trente-trois ans, brûlent des gaz vingt-quatre heures sur vingt-quatre tout près des zones d'habitation. Le territoire ogoni a été dévasté par des pluies acides et des épanchements ou des jaillissements d'hydrocarbures. Le réseau d'oléoducs à haute pression qui quadrille les terres cultivées et les villages ogoni constitue une dangereuse menace* ». Poursuivi par les familles des victimes pour complicité dans l'élimination de Saro-Wiwa et ses compagnons, le pétrolier Shell a accepté de payer 15,5 millions de dollars en juin 2009.

## **La rançon de la mauvaise gestion**

Si *BokoHaram* recrute avec tant de facilité au Nigéria, c'est aussi parce que les dirigeants successifs de ce pays se sont illustrés par une redistribution inéquitable des ressources pétrolières. Exemple : l'écart entre le taux de scolarisation au Sud et au Nord du pays est abyssal. Pareil pour la couverture sanitaire. Tenez ! Sur 100 000 femmes qui enfantent au Nigéria, 1 800 meurent au Nord contre 80 dans le Sud du même pays. Face à cette misère entretenue par les hommes politiques généralement empêtrés dans les affaires de corruption et de détournement de deniers publics, les populations des zones lésées sont réceptives aux manipulations.

Pour attirer le maximum de personnes qu'il a finalement converties au djihad, Mohamed Yusuf, le fondateur de Boko Haram insistait dans ses prêches sur ces inégalités. Il pointait le pouvoir fédéral comme étant la cause du chômage des jeunes. Et ces derniers étaient nombreux qui attendaient leur premier emploi après plusieurs années d'études universitaires.

En usant de tous les subterfuges pour écarter le nordistes, Atiku Aboubakar et placer le malade Omaru Yarad'oua, Olesugun Obasanjo à renforcé le clivage Nord-Sud et Boko Haram prospère au Nord parce qu'il a le soutien de l'élite nordiste. Les Nordistes sont prêts à tout pour qu'un sudiste ne remporte pas l'élection de 2015.

L'issue de cette consultation électorale déterminera probablement le cours de l'histoire du Nigéria. Si un ressortissant du Sud gagne, les actes terroristes de Boko Haram vont vraisemblablement se multiplier. Un rapport circonstancié du *National Intelligence Council* des USA évoque d'ailleurs une probable partition du Nigéria en 2015. Par contre si un nordiste l'emporte, les données pourront changer. Les musulmans verront l'arrivée d'un des leurs à la tête de l'Etat fédéral comme la correction d'une injustice. Comme un instrument au service de l'élite nordiste du Nigéria, BokoHaram aura atteint l'une de ses missions historiques. Mais, puisqu'elle est aussi et surtout au service des puissances étrangères, Boko Haram pourra migrer vers un autre pays exactement comme l'ont fait les djihadistes takfiri abandonnant la Lybie conquise pour la Syrie de Bachar Al-Assad. En clair, ses combattants pourront être envoyés sur un nouveau front pour une mission similaire : contrer la Chine et obtenir des contrats léonins pour les multinationales occidentales.

## **Après le Nigéria, le Cameroun ?**

Le Cameroun est la cible idéale pour les puissances impérialistes occidentales. Pourquoi le Cameroun de Paul Biya ? Comme le président centrafricain François

Bozizé renversé par une coalition rebelle en mars 2013, le malheur de Paul Biya c'est d'avoir décidé de diversifier les partenaires économiques du Cameroun. Ainsi, ce pays considéré depuis près d'un siècle comme bastion imprenable de la France a largement ouvert ses portes à la Chine. En 10 ans, l'Empire du milieu a supplanté la France dans l'économie camerounaise. Gagnant progressivement tous les grands marchés : construction des barrages de Mekin et M'mvelle, construction de l'autoroute Douala-Yaoundé, construction du Complexe industrialo-portuaire de Kribi, etc.

Le Cameroun c'est aussi le verrou du golfe de Guinée et la gâchette de toute l'Afrique. On l'appelle « l'Afrique en miniature ». Destabiliser ce pays c'est la garantie de mettre le feu à tout le Golfe de Guinée. Déjà, depuis plus de deux ans, les incursions de la secte nigériane ont presque totalement détruit le commerce de bétail dans le nord du Cameroun alors que la misère sociale est justement la raison essentielle pour laquelle la secte recrute si facilement ses djihadistes.

La stratégie du chaos est donc bien en marche. Jusqu'ici, les seuls otages occidentaux attribués ou revendiqués par la secte nigériane *Boko Haram* ont été enlevés au... Cameroun. Le 19 février 2013, une famille française constituée de Tanguy Moulin-Fournier et son épouse, leurs quatre fils et Cyril le frère de Tanguy sont enlevés à l'extrême-Nord du Cameroun. En visite en Grèce, François Hollande réagira tout de suite en indiquant que cette famille est entre les mains de *Boko Haram*. *Boko Haram* n'avait encore fait aucune revendication de ce rapt. Il a fallu attendre le 21 pour qu'Aboubakar Shekau revendique l'enlèvement. En novembre de la même année 2013, un autre Français, Georges Vandenbeusch, 42 ans est enlevé à Nguetchewé, localité du Nord-Cameroun. Le Conseil épiscopal du Cameroun n'a signé aucun communiqué rendant public cet enlèvement. L'instance est restée tout aussi muette après la libération de Vandenbeusch le 31 décembre. Ce qui est inhabituel. Lorsqu'un prêtre catholique est en difficulté, le Conseil épiscopal prend officiellement position en condamnant l'acte. Ce qui n'a jamais été le cas pour Georges Vandenbeusch qui était pourtant présenté comme prêtre catholique. Le 5 avril 2014, les prêtres italiens Giampaolo Marta et Gianantonio Allegri, ainsi qu'une religieuse canadienne sont enlevés à Tchère, à environ 20 kilomètres de Maroua, capitale de la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. L'enlèvement est attribué à la secte islamiste. On dirait que BokoHaram ne voit les Occidentaux qu'au Cameroun !

En fait, à travers ces enlèvements, la secte islamiste et ses financiers impérialistes veulent faire passer dans l'opinion internationale que le régime de Yaoundé est incapable d'assurer la sécurité de ses citoyens et des étrangers et ainsi préparer les esprits à une future occupation militaire du pays comme en Centrafrique.

Une nouvelle carte de l'Afrique se dessine. Les frontières issues de la colonisation n'arrangent plus ceux qui les ont tracées à l'époque. Des informations sérieuses parlent de la constitution d'un nouvel état regroupant le nord du Nigéria, du Cameroun, de la Centrafrique et le sud du Tchad et qui sera un émirat islamique comme celui qui se prépare en Irak.

Finalement, la guerre contre Mouammar Kadhafi en Libye n'est pas différente de celle qui a plongé le Mali dans le chaos. La différence entre le renversement de Laurent Gbagbo en Côte-D'Ivoire et de celui de François Bozizé en Centrafrique c'est l'identité des présidents renversés. Au Nigéria, les actions de Boko Haram servent les mêmes intérêts que ceux de la Séléka en République Centrafrique. Par ces temps de faillite économique en occident, les pays de l'Otan, conduits par le nouveau couple anthropophage : USA-France veulent endiguer la pénétration chinoise et reprendre les énormes ressources naturelles disponibles dans cette partie du monde.

Il est également question de déstructurer le continent africain qui sera tout de même la première puissance démographique mondiale en 2050 avec deux milliards d'habitants. Dans cette troisième guerre mondiale qui est la lutte pour l'hégémonie planétaire, tout Etat souverain est un danger pour l'Occident et tout Etat très grand doit être divisé en entités plus facilement manipulables comme au Soudan, et comme prévu pour l'Irak.

La guerre risque d'être longue et large. La campagne d'occultation des vraies causes aussi. Et la grande force de l'impérialisme est de toujours faire porter la responsabilité de ses guerres par d'autres. Ce qui complique évidemment la compréhension des causes profondes et des objectifs finaux des conflits contemporains. Face à cela, le choix devient simple pour les africains : soit combattre pour leur libération définitive et travailler pour devenir la puissance émergente du 21<sup>ème</sup> siècle, ou alors accepter une recolonisation directe qui cette fois est bien partie pour durer 1000 ans !

## **Pr. Nicolas Agbohohou : « **Aucun pays africain ne peut être Emergent avec le franc CFA** »**

Du 9 au 16 avril 2014, l'auteur du livre à succès *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique* a donné, au Cameroun, une série de conférences sur les méfaits du franc des Colonies françaises d'Afrique (CFA). Le Pr. Agbohohou s'est rendu au Cameroun à l'invitation de l'association Action Sociale Africaine (ASA) qui œuvre depuis 2007 sur le continent pour l'amélioration des conditions de vie des Africains à travers trois axes prioritaires : la Santé, l'Agriculture/Alimentation et l'Education. Grâce à ASA qui a déjà installé trois bibliothèques au Cameroun, l'économiste ivoirien a donné trois conférences très courues dans toutes les principales universités de ce pays d'Afrique centrale (Douala, Dschang, Yaoundé). Cette interview a été réalisée à l'issue de ce périple. Le professeur Nicolas Agbohohou y affirme sans ambages que le franc CFA plombe irrémédiablement l'économie des 15 pays africains qui utilisent cette monnaie de singe. Il explique le mécanisme du compte d'opérations et propose les solutions réalistes pour parvenir à la souveraineté monétaire de l'Afrique.

**Olivier Atemsing Ndenkop**





**Journal de l'Afrique (JDA) : Qu'est-ce qui vous motive à parcourir le monde pour dénoncer les méfaits du franc CFA dans les économies africaines?**

**Nicolas Agbohhou :** Plusieurs raisons : D'abord, je suis un Africain et en tant que tel je me sens interpellé par les problèmes de l'Afrique. Ensuite, je vois objectivement le danger qui arrive. Dans 36 ans, en 2050, l'Afrique aura 2 milliards d'habitants à nourrir. Il faut préparer la vie de ces 2 milliards de personnes. En d'autres termes, il faut changer de politique économique. Or nous ne pouvons pas faire une politique économique sans la maîtrise de la monnaie. Donc, conscient de ce problème, je me suis appesanti sur le Franc CFA et après étude je me suis rendu compte que « franc CFA » voulait tout simplement dire « franc des Colonies françaises d'Afrique (CFA) ». Pour continuer à piller l'Afrique après les indépendances formelles de 1960, le colon français a redéfini le franc CFA comme : le « franc de la Communauté Française d'Afrique). Mais c'est un simple maquillage !

**JDA: Pourquoi estimez-vous dans votre livre que *Le Franc CFA et l'Euro* [sont] contre l'Afrique ?**

**Nicolas Agbohhou :** Tout simplement parce que le franc CFA est d'origine nazie. Il s'agit d'un mécanisme mis sur pied pour permettre à la France de tirer profit non seulement des richesses naturelles, mais aussi du travail des Africains. Le franc CFA a été créé le 25 décembre 1945, conformément à l'article 3 du décret 45/0136 par le général De Gaulle. Et le franc CFA qui veut dire le franc des Colonies françaises d'Afrique est une monnaie purement coloniale inventée par et pour les intérêts des colons pour dévaster l'Afrique. La survivance du franc CFA n'est que la perpétuation de cet appauvrissement.

**JDA : Il y a 30 ans, l'économiste camerounais Joseph Tchuidjang Pouemi dans son livre intitulé *Monnaie, servitude et liberté*, affirmait déjà que le franc CFA n'est qu'un instrument de « répression monétaire de l'Afrique ». A votre avis cette répression monétaire a-t-elle toujours cours ?**

**Nicolas Agbohhou :** Elle a toujours cours ; car lorsqu'on regarde les institutions de la zone franc CFA, notamment le conseil d'administration des trois banques centrales, on voit que les Français y sont présents et disposent du droit de veto. Autrement dit ce n'est pas son utilisation qui fait problème, mais le franc CFA lui-même. Son fonctionnement appartient à la France qui l'utilise pour ses propres intérêts et donc contre les intérêts des Africains. Aussi bien à la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) qu'à la Banque des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qu'à la Banque centrale des Comores (BCC), la France nomme des représentants qui disposent d'un droit de veto. Autrement dit,

si les Africains présents aux conseils d'administration de ces différentes banques décident de prendre des décisions qui défendent les intérêts de l'Afrique en touchant aux intérêts de la France, ces décisions ne pourront pas être validées puisque les Français voteront « contre ». Ce d'autant plus qu'il est clairement mentionné dans les textes régissant ces trois banques centrales que « les décisions se prennent à l'unanimité ».

**JDA : Lorsqu'on parle du franc CFA, on évoque toujours le mécanisme du « compte d'opérations ». De quoi s'agit-il exactement ?**

**Nicolas Agbohohou :** La zone franc CFA a quatre principes de fonctionnement :

1-La centralisation des réserves de changes qu'on appelle le compte d'opérations. 2-Le principe de la libre convertibilité des francs CFA en francs français hier et aujourd'hui en Euros. 3- Le principe de la fixité des parités. 4- Le principe de la libre transférabilité des capitaux de la zone franc CFA vers la France.

En ce qui est du compte d'opérations, disons qu'il est d'inspiration nazi. Il a été appliqué à la France par les nazis et après la Libération, le général De Gaulle a décidé de l'appliquer aux Africains depuis 1945. Conformément aux accords monétaires entre la France et l'Afrique, le principe de la centralité des réserves des changes fonctionne de la manière suivante **les Africains doivent déposer, et ils le déposent effectivement, l'intégralité de leurs recettes d'exportation dans des comptes ouverts à la banque centrale de France.** De 1945 à 1973, quand les Africains exportaient par exemple les matières premières pour 100 milliards de dollars, ils déposaient tous les 100 milliards de dollars dans le Trésor français. De 1973 jusqu'en 2005, s'ils exportaient pour 100 milliards de dollars, les Africains étaient obligés de déposer 65 milliards au Trésor français dans le fameux compte d'opérations. Depuis le 20 septembre 2005 jusqu'à la seconde où nous parlons (2014), on est passé à 50%. Ce qui veut dire que si les Africains exportent à hauteur de 100 milliards de dollars ou d'Euros, de Yuans, etc. ils sont tenus de déposer 50 milliards en France. S'en suivent plusieurs conséquences majeures:

**Première conséquence majeure.** Puisque le compte d'opérations est d'origine nazie, la France s'en est servie et s'en sert encore pour s'approvisionner gratuitement en matières premières africaines. C'est-à-dire que la France dit aux Africains d'exporter les matières premières dont elle a besoin pour 100 millions d'euros par exemple. Lorsque les Africains ont exporté, au lieu de les payer, la France prend son stylo et écrit un signe PLUS dans le compte. Elle ne débourse aucune devise. Or si ce sont les Nigériens ou les Ghanéens qui exportent, la France est obligée de sortir 100 millions d'euros des coffres forts pour les payer. Ce qui revient à dire que le jour où les Africains vont se débarrasser du franc CFA, la France sera obligée de déboursier de l'argent pour payer directement et immédiatement l'intégralité de la facture des exportations.

**Deuxième conséquence majeure.** Puisque les Africains déposent des devises en France, celle-ci s'en sert pour combler son déficit budgétaire ou pour amortir, c'est-à-dire payer sa dette.

**Troisième conséquence majeure.** En contrôlant leurs devises, la France met les dirigeants africains au pas. Si un dirigeant de la zone CFA n'obéit plus aux ordres de la France, Paris bloque ses réserves de devises et mieux, il ferme les banques dans ce pays devenu « rebelle ». C'est ce que nous avons vu tout récemment en Côte-d'Ivoire avec Laurent Gbagbo. Et quand les banques sont fermées, aucun ménage, aucun chef d'entreprise ne peut sortir de l'argent pour nourrir sa famille ou payer les employés. En un mot, en fermant les banques, la France organise le chaos socio-économique. Et toute

la population se rebelle contre le dirigeant. C'est ce qui s'est passé avec Gbagbo. **Ne pouvant plus prendre des devises à la France, il a décidé de créer la monnaie ivoirienne et à partir de là la décision a été prise pour le bombarder.** Gbagbo n'est pas le premier et ne sera malheureusement pas le dernier. Avant lui, il y a eu Sylvanus Olympio du Togo dont la monnaie devrait être mise en circulation le 15 décembre 1963. Deux jours avant, exactement le 13 janvier 1963, il a été froidement assassiné.

Donc ces trois conséquences majeures ou plutôt ces trois avantages pour la France à savoir l'approvisionnement gratuit en matières premières africaines, l'utilisation des devises africaines pour son propre développement, une arme de mise au pas des dirigeants africains, constituent un puissant instrument utilisé par la France pour bloquer l'industrialisation de l'Afrique.

**JDA : Au regard de tout ce que vous venez de dire on peut conclure que l'Emergence annoncée par les présidents africains relève d'une simple propagande politicienne...**

Il s'agit d'une simple chimère. Aucun pays ne peut être émergent avec le franc CFA. Quand vous quittez votre quartier pour aller en zone périphérique parce que vous touchez 100 000 F CFA et que vous êtes entrés dans une association qui vous prend 50 000 F CFA chaque fin du mois vous pensez raisonnablement que vous quitterez subitement ce quartier de pauvres pour entrer dans le quartier des riches ? Non. Tant que les pays africains continueront à payer un « impôt » de 50% de leurs revenus extérieurs à la France, l'émergence socio-économique ne sera jamais possible.

**JDA : En 2013, dans un rapport commandé par le gouvernement de son pays, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine a proposé l'élargissement de la zone franc CFA à d'autres pays africains. Comment percevez-vous un tel projet et quelles en sont les chances de réussite ?**

**Nicolas Agbohohou :** Disons qu'Hubert Védrine est dans son rôle puisque c'est celui qui contrôle la monnaie qui contrôle le pays. Ainsi, s'il y a 15 pays africains qui utilisent le franc CFA, ces pays sont tous sous le contrôle de la France. Et s'il y a d'autres pays qui, parce que mal informés entrent dans la zone CFA, ce sera une très bonne chose pour la France. C'est pourquoi M. Védrine invite les Nigériens, les Ghanéens et d'autres pays à entrer dans la zone CFA pour justement mieux les contrôler et prendre leurs énormes richesses. N'oubliez pas que lorsque ces pays vont entrer dans la zone CFA, ils seront obligés de donner 50% de leurs énormes richesses à la France. On voit bien que le Nigéria n'est pas dans la zone CFA mais se porte mieux. Ce n'est pas au Nigéria que l'on meurt de faim ! Une fois de plus, Hubert Védrine est dans son rôle. Et il revient aux Africains de ne plus se laisser tromper.

**JDA : Les pays africains qui n'ont pas le même niveau économique peuvent-ils avoir une monnaie commune ?**

**Nicolas Agbohohou :** Effectivement ils le peuvent parce que c'est la monnaie qui fait créer la richesse. Ce qui fait rouler la voiture c'est le carburant. Le carburant lui-même n'est pas la voiture. Mais c'est un produit indispensable qui fait rouler la voiture. Donc les pays africains, développés ou non développés peuvent avoir une monnaie commune. La monnaie est une pièce centrale dans le triangle de souveraineté. Vous avez la monnaie/économie, la défense et le droit positif qui constituent les angles de ce triangle de souveraineté.

**JDA : Comment expliquez-vous la relative avancée économique des anciennes colonies anglaises sur le continent africain ?**

**Nicolas Agbohohou :** Justement, ces pays travaillent pour eux-mêmes. Contrairement aux pays de la zone franc CFA, les pays anglophones ne travaillent pas pour l'Angleterre. C'est aussi simple que ça ! Les pays anglophones sont véritablement libres de l'Angleterre qui est parti après la décolonisation. Comme vous le constatez très bien à l'échelle planétaire, tous les pays anciennement colonisés par l'Angleterre se portent nettement mieux que ceux de la zone franc CFA. La France n'est jamais partie. Au contraire, au fur et à mesure que le temps passe, la France est omniprésente dans les économies africaines ; toujours avec le même prétexte : « nous sommes là pour aider les Africains ». Et les Africains au lieu de se réveiller ne font que s'endormir...

**JDA : Le franc CFA est-il la cause de la déliquescence du système éducatif africain qui se caractérise par des effectifs pléthoriques?**

Très bien. L'exemple d'un ménage qui gagne 100 000 F CFA que nous avons pris plus haut est assez illustratif ici. Quand l'Etat se voit privé de 50 % de sa richesse à travers le compte d'opérations, les dépenses sur l'éducation nationale et les hôpitaux diminuent. C'est ce compte d'opérations qui explique les budgets squelettiques de l'éducation nationale dont vous parlez. Au lieu de construire beaucoup d'écoles, l'Etat en construit moins ! Vous comprenez maintenant pourquoi les hôpitaux deviennent des mouiroirs en Afrique francophone. Lorsque vous regardez les moyens de transport collectif, les gens sont entassés les uns sur les autres comme des sardines dans une boîte de conserve. Ce n'est pas un hasard parce que les moyens importants qui devraient être utilisés pour le transport sont donnés à la France.

**JDA : Est-ce qu'il vous arrive de parler de ces méfaits du franc CFA avec des hommes d'Etat africains et qu'est-ce qui vous en disent ?**

J'ai rencontré quelques dirigeants africains dont Mathieu Kerekou à l'époque président du Bénin. Il m'a dit qu'il ne connaissait pas ce système. Il en était totalement ignorant. J'en ai parlé avec le gouverneur de la BCEAO, Konan Banny qui m'a dit qu'il m'invitera pour que je puisse en discuter avec ses collaborateurs. J'ai rencontré Mamadou Koulibaly à l'époque président de l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire. Sans oublier les présidents Laurent Gbagbo et Jacob Zuma. Lorsque j'ai expliqué le fonctionnement du franc CFA au président sud-africain, Jacob Zuma, il n'en revenait pas. Et il a déclaré ceci : « c'est exactement de la colonisation. Car c'est lorsque vous êtes une colonie que vous payez des impôts au pays colonisateur ! ».

La plupart du pouvoir d'Etat obtenu dans la zone franc CFA, vient directement de Paris. Les dirigeants qui sont portés au pouvoir par cette voie là ne peuvent pas se révolter contre leur employeur. On va vous dire démocratie par-ci ; mais vous savez que ne vient pas au pouvoir qui veut. C'est Gbagbo qui a fait l'exception qui confirme la règle. Et on sait comment il a fini !

**JDA : Comment sortir de cette situation qui a tout l'air d'une impasse monétaire pour les pays de la zone franc CFA ?**

**Nicolas Agbohohou :** En prenant conscience que cette monnaie nuit gravement à leur bien être socio-économique, les Etats africains doivent tout simplement se retirer de la zone CFA. Et en lieu et place, battre une monnaie typiquement africaine, gérée par et pour les intérêts des Africains. Ainsi, les pays africains vont éliminer la France dans leur gestion et toutes les devises qu'ils vont gagner vont rester en Afrique. Elles seront utilisées pour pouvoir importer des équipements dont les Etats africains ont besoin pour s'industrialiser. Ainsi, ils transformeront eux-mêmes les matières premières africaines en Afrique.

Je dois absolument préciser que **pour créer une monnaie on a besoin de trois jours. Pas plus.** Le premier jour, le gouvernement prend la décision de créer la monnaie et fait un projet de loi qu'il envoie au parlement. Le lendemain, c'est-à-dire de deuxième jour, les parlementaires approuvent. Le troisième jour, on déclenche les machines à l'imprimerie et la monnaie est créée.

Il faut que les Africains se réveillent. Qu'ils comprennent que c'est celui qui domine la monnaie qui domine tout le pays. Il est temps que chaque jeune, où qu'il se trouve s'engage dans ce débat en intégrant le Mouvement pour la Souveraineté économique et Monétaire Africaine (Mosema). Créé en Côte-d'Ivoire, le Mosema installe ses sections partout en Afrique.

Nous sommes persuadés que si les jeunes comprennent cela, un moment viendra où ils vont déclencher un mouvement de contestation des institutions de la zone franc CFA simultanément pendant une semaine dans tous les 15 pays de la zone CFA. Ce qui va aider ou contraindre les dirigeants à prendre la bonne décision. Ils vont constater que partout on conteste le franc CFA et ils n'auront plus d'autre choix que de créer une monnaie africaine.

**JDA : Voulez-vous nous dire que le franc CFA n'est pas une fatalité pour les 15 pays qui l'utilisent depuis tant d'années malgré sa nocivité ?**

La force du franc CFA provient de l'ignorance des Africains. Je les comprends. Le franc CFA n'est pas inscrit dans les programmes scolaires et même universitaires. Mais, dans la vie il faut retenir une chose : c'est l'esclave qui se libère lui-même de son esclavagisme. C'est l'opprimé qui se libère de son oppresseur. La liberté, peu importe qu'elle soit économique ou politique s'arrache. Elle ne se donne pas. Donc il appartient aux Africains de prendre conscience des méfaits du franc CFA et de se révolter pour liquider cette monnaie de singe.

Il n'y a pas de fatalité. Chaque génération à sa lutte. Celle de la génération actuelle est de liquider le franc CFA et de mettre en place une monnaie africaine contrôlée par les Africains et pour les intérêts des Africains. Pour sortir, Je tiens à préciser que pour créer une monnaie, je le répète, il faut trois jours. Pas plus. Le premier jour, le gouvernement prend la décision de créer la monnaie et saisi l'Assemblée nationale à travers un projet de loi. Le deuxième jour, les députés examinent et approuve le projet de loi. Le troisième jour, la loi est promulguée et on actionne les machines à l'imprimerie. La monnaie est disponible. Le pays a sa monnaie et en use pour son développement.

**Nous connaissons des pays africains qui ne sont pas dans la zone CFA, mais ne se portent pas mieux économiquement...**

Vous avez raison. On vous dira d'ailleurs qu'un pays comme la Guinée Conakry par exemple a décidé de sortir de la zone CFA avec Sekou Touré mais n'a pas réussi à construire une économie forte. C'est un fait. Mais, pour le cas de la Guinée, on oublie toujours de dire que la France a inventé la fausse monnaie qu'elle a déversée au pays de Sekou Touré, l'homme qui a osé s'opposer au général De Gaulle en disant NON à la communauté française en 1958. Il avait dit que les Guinéens préféraient la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage. Depuis lors la France a décidé de saboter ses actions.

Parlant des pays africains qui utilisent leur propre monnaie mais ne sont pas développés, il faut dire qu'ils n'appliquent pas le deuxième principe qui est la **transformation locale des matières premières**. Après la création de la monnaie, les Etats africains doivent obligatoirement créer de la **valeur ajoutée** en transformant les matières premières agricoles, minières et énergétiques sur le continent. Cette transformation conduira à l'industrialisation de l'Afrique et à la création des emplois pour les Africains.

.....

## Comment le Mali a perdu Kidal : le film de la bataille du 21 Mai 2014

**Pour prendre à revers l'armée malienne à Kidal, les rebelles ont surgi de leur base en formation triangulaire. Les soldats de l'armée nationale, précédés par les officiers supérieurs ont fuit en trombe. Le triomphe des rebelles à Kidal est dû, non à leur équipement (celui de l'armée est meilleur) ; mais à une plus grande ardeur au combat, à une importante connaissance du terrain et à une meilleure tactique**

**Tiékorobani**



Le samedi 17 mai 2014, le Premier Ministre malien Moussa Mara débarque à Kidal. Il n'ignore pas le danger auquel il s'expose. La veille, à Gao, ses services lui ont décrit l'atmosphère malsaine de Kidal, le nombre réduit des soldats maliens présents au camp n° 1 de la ville et, surtout, la volonté affichée du MNLA, le mouvement séparatiste touareg, d'empêcher toute visite gouvernementale à Kidal avant la fin des négociations entamées sous l'égide de la communauté internationale. La Mission des Nations Unies pour le Mali (MINUSMA) et la force française Serval ne s'enthousiasment pas, elles non plus, de cette visite qui pourrait ouvrir un engrenage.

Conscient du danger qui rôde à Kidal, Soumeylou Boubèye Maiga, ministre de la Défense, préfère rester à Gao au lieu d'accompagner le Premier Ministre dans la capitale des Ifoghas. Même refus des deux députés de Kidal, pourtant issus

des groupes armés.

### **Visite risquée de Mara à Kidal**

Au matin du samedi 17 mai, une foule d'agitateurs à la solde du MNLA occupe l'aéroport de Kidal, bien décidée à s'opposer à l'atterrissage de l'avion de Mara. Elle pense rééditer le coup qui a, quelques mois auparavant, contraint l'ex-Premier Ministre, Oumar Tatam Ly, de rebrousser chemin. Mara passe outre les mises en garde. Il n'a pas, en effet, le tempérament réservé d'Oumar Tatam Ly; de plus, ancien rival politique nommé Premier Ministre au détriment du parti majoritaire, le RPM, Mara tient, davantage que son prédécesseur, à donner des gages de loyauté et d'efficacité au président Ibrahim Boubakar Keïta. Ne vient-il pas d'ailleurs de s'illustrer, sur les ondes des médias nationaux et devant les députés, dans la défense acharnée de l'achat du très polémique avion présidentiel ? Mara emprunte donc un hélicoptère de la MINUSMA qui, après une escale au camp n° 2 de Kidal, siège de la force onusienne, le dépose à la garnison malienne de la ville.

Vêtu d'un boubou et d'un bonnet, accompagné d'une forte escorte militaire et d'une foule de badauds qui scandent son nom, le Premier Ministre se rend au gouvernorat. Là l'attendent les administrateurs civils de la région: le colonel d'aviation Adama Kamissoko, nommé gouverneur le 2 mai 2013; les préfets et sous-préfets en grand uniforme kaki.

### **Le chef du gouvernement leur tient un discours martial, sous l'œil des caméras de l'ORTM**

A l'entendre, Mara n'admet pas que Kidal passe, de fait, pour une principauté étrangère: « Qu'on nous dise si Kidal fait ou non partie intégrante du Mali! ». L'allusion à la France et à la MINUSMA est manifeste: celles-ci passent pour aider le MNLA à perpétuer leur mainmise sur Kidal, en violation de toute légalité. Mara promet de remettre la région sous l'autorité de l'Etat, d'y redéployer l'administration et d'y assurer la sécurité des biens et des personnes. Comme partout au Mali.

### **Les premiers coups de feu éclatent alors que la réunion se poursuit**

Dehors, des combattants rebelles touaregs veulent gâcher la fête en organisant l'invasion du gouvernorat. Il faut, de toute urgence, évacuer la délégation du premier ministre.

Il ferait beau voir qu'un groupe rebelle s'empare de la personne du chef du gouvernement ! Comme tout le monde ne trouve pas place dans les véhicules présents, Mara, ses ministres, ses plus proches collaborateurs et l'état-major militaire qui l'accompagne sont conduits au camp militaire malien. S'il n'a pas

voulu venir au gouvernorat dans un véhicule de la MIUNUSMA, Mara rentre, en revanche, au camp malien à bord d'un engin blindé onusien. Un petit groupe de soldats maliens monte fébrilement la garde devant le gouvernorat.

Il est facilement décimé par les rebelles touaregs qui investissent l'édifice de vive force. Les 24 fonctionnaires présents dans le bâtiment sont pris en otages. Pour bien montrer leur détermination et, accessoirement, ressusciter dans le subconscient malien le terrible syndrome d'Aguelhok, les assaillants égorgent 5 représentants de l'Etat et 3 personnalités civiles.

Il s'agit de Mory Diarra, préfet de Tin-Essako; Amadou Belco Bah, préfet de Kidal; Sékou Sissouma, préfet adjoint de Tessalit; Paul-Marie Sidibé, préfet de Tinzawaten et Mahamane B. Touré, sous-préfet de Boureissa. Aghaly Ag Inamoud Yattara, préfet adjoint de Kidal, est annoncé parmi les victimes; son épouse prend les habits de deuil mais, par miracle, l'intéressé survécu: les bourreaux rebelles l'ont laissé en vie en lui rappelant qu'il était, en tant que Belha, leur esclave. Les corps des victimes sont jetés dans la rue par les tueurs, ramassées par une patrouille de la MINUSMA puis remises aux militaires maliens.

Les malheureux administrateurs sont inhumés à Kidal, en présence du gouverneur Kamissoko.

L'odieux crime suscite l'ire de la communauté internationale. Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Mali et patron de la MINUSMA, Albert Koenders, martèle : «ce crime barbare est totalement inacceptable et les responsables devront répondre de leurs actes. Une enquête doit être menée rapidement afin de vérifier les faits et de traduire les responsables devant la justice, la MINUSMA soutiendra tous les efforts dans ce sens ». Les 5 administrateurs civils ne sont pas les seules victimes des affrontements au gouvernorat: selon un communiqué du gouvernement, le Mali déplore 8 morts et les rebelles 28. Les chiffres réels sont-ils plus élevés ? On ne sait.

### **Mara tente de quitter Kidal dans la nuit.**

Il n'y arrive pas : le temps orageux empêche tout mouvement de l'hélicoptère de la MINUSMA. La force onusienne lui propose de venir passer la nuit à son camp: le Premier Ministre, par accès de fierté, refuse; il préfère rester au camp malien. Ce n'est que dimanche qu'il décolle de Kidal. Il ne se prive pas, chemin faisant, de dénoncer la « passivité » des forces étrangères présentes à Kidal, affirme que le Mali est désormais « en guerre » et que « notre riposte sera à la hauteur de l'attaque » rebelle. Parle-t-il sous l'effet de la colère ou de son jeune âge (39 ans) ? Personne ne se pose la question tant son attitude plaît aux Maliens qui, dans leur immense majorité, jugent urgent d'en découdre avec la poignée de



rebelles qui fait la loi à Kidal et inutile d'attendre, à cette fin, un feu vert français.

Et puis, le discours du Premier Ministre panse, ne serait-ce que superficiellement, l'honneur du Mali brisé depuis 2012 par la défaite militaire et l'occupation du nord par les hordes jihado-séparatistes. Accueilli en héros à l'aéroport de Bamako-Sénou par une foule qui crie « Mara, président ! », le chef du gouvernement se rend à Sébénicoro pour rendre compte de sa mission au chef de l'Etat.

### **Moussa Mara désavoué par IBK**

En déclarant ouvertement la guerre avant même son retour dans la capitale, le Premier Ministre se taille un instant de gloire. Cependant, il plonge le président IBK dans le plus vif embarras.

D'abord, Moussa Mara n'a pas qualité pour déclarer la guerre, ce pouvoir étant dévolu au chef de l'Etat, chef suprême des armées, par l'article Article 71 de la Constitution qui dispose : « La déclaration de guerre est autorisée par l'Assemblée Nationale réunie spécialement à cet effet. Le Président de la République en informe la Nation par un message ».

Ensuite, Mara met IBK devant le fait accompli: soit le président le suit dans son élan guerrier, auquel cas Mara en tire tout le bénéfice politique pour avoir été le catalyseur de la guerre; soit le président le désavoue, auquel cas Mara passe, dans l'opinion, pour le justicier empêché de pourfendre l'ennemi par un président faible. Limoger Mara ? Ce serait la pire chose de la part d'un président dont l'opinion fustige de plus en plus bruyamment l'attentisme. En tout état de cause, c'est Mara, et non IBK, qui sort politiquement gagnant du bras de fer où il a engagé le pays.

Des partisans du président IBK, voyant le Premier Ministre voler la vedette à leur champion, subodorent une déloyauté : « Mara a probablement un agenda personnel; IBK devrait dorénavant s'en méfier ! ». Enfin, les déclarations de Mara désobligent les officiels français et onusiens tout en bouleversant le processus de négociations repris, sur injonction de la communauté internationale, par IBK.

### **Comment corriger le tir ?**

Le président IBK est longuement entrepris par François Hollande (avec lequel il a une conversation téléphonique d'une heure); Hélène Legal, conseillère de François Hollande dépêchée d'urgence à Bamako; Bert Koenders, chef de la MINUSMA; l'ambassadeur français à Bamako, Gilles Huberson; et l'ambassadrice américaine à Bamako, Mary Beth Leonard.

Les présidents burkinabè, Blaise Compaoré, et ivoirien, Alassane Ouattara, ne sont pas en reste. Tous pressent le chef de l'Etat malien de calmer le jeu et de ne pas s'engouffrer, malgré la gravité de l'heure, dans la voie guerrière ouverte par le Premier Ministre Moussa Mara. IBK n'a pas le choix. La mine sombre, il apparaît, dimanche soir, au petit écran. Ses paroles sont lourdes de sens. Il condamne l'assassinat des administrateurs, dénonce la prise d'otages au gouvernement, s'engage à traduire devant la justice internationale les criminels et annonce que plus jamais, aucune délégation officielle malienne ne sera empêchée d'entrer à Kidal.

IBK n'oublie pas de louer le « patriotisme » de Moussa Mara: « Mara a l'amour de ce pays ». Mais concluant son propos, le chef de l'Etat assure que les négociations restent de mise et que le Mali se doit d'honorer sa signature apposée sur l'accord préliminaire de Ouagadougou. La morale de l'histoire ? Mara est adroitement désavoué: lui déclare la guerre, le président IBK la paix. Le désaveu infligé à Mara se traduit d'ailleurs, à Kidal, par l'interdiction faite aux troupes de s'attaquer aux rebelles.

Quand un petit détachement militaire parti chercher des denrées en ville réplique à des tirs du MNLA, il reçoit une sévère mise en garde des hauts galonnés consignés à la base malienne. Se sentant abandonné par son chef, le Premier Ministre aurait offert sa démission, laquelle aurait été refusée par IBK qui n'aimerait pas joindre à une crise militaire une crise politique: il vient à peine de perdre un premier chef du gouvernement (Oumar Tatam Ly) et se dépêtre encore difficilement du scandale né de l'achat d'un nouvel avion présidentiel.

### **Envoi de renforts**

Le climat ne cesse pas pour autant de s'épaissir à Kidal. Pour ne pas se laisser prendre au dépourvu, l'armée y dépêche des renforts. Commandée par le lieutenant-colonel Oumar Sérémé, une bonne partie des 600 soldats du Groupement tactique « Balanzan » stationnés à Anéfis, issus de la quatrième promotion de formation européenne à Koulikoro, font mouvement vers Kidal. Deux vagues de bérets rouges venus du camp des parachutistes de Djikoronni les imitent: la première, forte de 300 commandos, quitte Bamako dans la nuit du dimanche 18 mai 2014, la seconde le lendemain matin.

Un contingent de bérets verts prend le départ à Kati, le même jour, pour Kidal. Déjà présents au camp n° 1 de Kidal, 200 soldats prennent position dans les alentours. D'autres forces rejoignent Kidal à partir de Gao. Pour encadrer tout ce beau monde, l'état-major opérationnel débarque au grand complet dans la capitale des Ifoghas. Parmi ces officiers qui se préparent à la guerre figurent le colonel-major Abdoulaye Coulibaly, chef d'Etat-major adjoint de l'armée de

terre et chef du poste de commandement opérationnel pour tout le théâtre du nord; le général Didier Dacko, chef d'état-major général adjoint des armées; et le général Alladji Gamou, chef de l'unité « Delta », composée de combattants touaregs lourdement armés.

### **Mardi 20 mai 2014, la ville de Kidal déborde d'hommes en uniforme.**

Les 2.000 officiers et soldats maliens bombent le torse. Contrairement à une période récente, ni la France, ni la MINUSMA ne se sont opposées à leur entrée à Kidal. De plus, le matériel de combat se trouve au rendez-vous: la garnison malienne est remplie à ras bord d'armes lourdes et de munitions. Une dizaine de BRDM, redoutables semi-blindés de fabrication russe, sont de la fête. Pour tout arranger, les renseignements militaires prêtent des effectifs squelettiques au MNLA et à ses acolytes : 250 hommes au total, soit quelque 10% des effectifs maliens.

### **L'offensive malienne**

Mercredi 21 mai 2014, l'armée malienne déclenche les hostilités. Objectif: prendre le contrôle de la ville de Kidal et neutraliser individuellement les chefs rebelles, même ceux tapis dans les résidences privées. Le fer de lance de la grande offensive malienne ? Les commandos parachutistes (bérets rouges), chargés d'investir le gouvernorat, où sont tapis des dizaines de rebelles, et de fouiller les quartiers.

Chaque béret rouge dispose d'un kit de combat composé, entre autres, d'un bidon d'eau, d'un paquet de nourriture, de couteaux, d'un fusil d'assaut Kalachnikov et d'une cartouchière de 250 balles.

Les commandos, troupes de choc féroces, sont soutenus, à l'arrière, par des fantassins bérets verts ayant pour mission de renouveler, en cas de besoin, les munitions de combat et les provisions alimentaires; de ramasser les blessés et d'assurer l'intendance. Au niveau de la garnison malienne siège l'état-major opérationnel chargé de collecter les renseignements, de coordonner la progression des soldats et de leur donner les ordres tactiques nécessaires.

### **Les premiers affrontements tournent en faveur des militaires maliens.**

Encouragé par les informations en provenance du front, le gouvernement publie un communiqué confirmant la mise en œuvre d'une « opération de sécurisation des personnes et des biens à Kidal ». Les commandos foncent sur le gouvernorat à allure régulière. Ils sont accueillis par un feu nourri des occupants rebelles. Lesquels se replient vers leur base appelée « Luxembourg », située dans un quartier de Kidal et où stationne le gros des troupes et du matériel rebelles.

Vers 13 heures, le mercredi, en plein conseil des ministres, le ministre de la Sécurité, le général Sada Samaké, souffle à l'oreille du président IBK que Kidal est tombée sous le contrôle des forces maliennes et que le MNLA, en déroute, demande un cessez-le-feu immédiat. Joyeux, le chef de l'Etat annonce la bonne nouvelle. Toute l'assemblée se lève pour applaudir.

Quelques ministres font les difficiles en suggérant de refuser le cessez-le-feu et de détruire les derniers bastions rebelles au nord. Sage réplique d'IBK: « Il faut toujours accepter le cessez-le-feu et négocier quand on est en position de force ». Dans la foulée, un communiqué est préparé par le gouvernement et promis à la lecture dans la soirée: il salue la reprise de Kidal par l'armée et ordonne le cessez-le-feu. Le conseil des ministres prend fin après avoir approuvé une vague de nominations à des postes administratifs.

### **La défaite malienne**

Deux heures plus tard, les mauvaises nouvelles commencent à tomber. Les recoupements permettent d'établir que les troupes déployées en soutien aux bérêts rouges ont, les premières, pris la fuite. Ayant essuyé un déluge de feu, elles ont cru déjà morts les bérêts rouges qui constituaient l'avant-garde de l'offensive. Apercevant leurs hommes en débandade, les officiers de l'état-major prennent, à leur tour, la fuite. Direction: le camp de la MINUSMA, sis à quelque 800 mètres de la garnison malienne.

A bord d'une colonne de 20 véhicules 4X4, le général Didier Dacko, le colonel-major Abdoulaye Coulibaly et autres se présentent à une telle allure devant la garnison onusienne que les casques bleus manquent de leur tirer dessus, croyant à une attaque armée. Comprenant qu'il s'agit, en réalité, de l'état-major malien en fuite, ils lui livrent précipitamment le passage.

Les officiers ainsi réfugiés sont exactement au nombre de 40, selon le compte-rendu de la MINUSMA à sa hiérarchie. Ils seront transportés par hélicoptère onusien à Gao. Quant au général Alladji Gamou, il connaît mieux le terrain que ses pairs noirs : à la tête d'une colonne de son unité spéciale, il pique à travers la brousse et rallie Anéfis. Là, il tombe nez à nez avec les renforts maliens envoyés de Kati.

Après des échanges de signaux, les deux groupes parviennent à s'identifier, font leur jonction et rejoignent ensemble Gao. L'adjoint de Gamou, le colonel Fayçal Ag Kiba, a beaucoup moins de chance: en route, seul, vers son village situé près d'Intadéni, dans la région de Kidal, il est rattrapé par ses poursuivants qui lui logent plusieurs balles dans la tête.

En vérité, les rebelles mènent une chasse aux hauts galonnés maliens dont la mort achèverait d'annihiler le moral de l'armée. Seul Fayçal y laisse la peau. Les commandos parachutistes, abandonnés à leur sort, se rendent compte trop tard de la fuite des autres troupes maliennes: ils paient le plus lourd tribut à la bataille de Kidal.

### **Qui commandait les rebelles ?**

Les forces touarègues sont conduites, à Kidal, par Cheick Ag Haoussa, cousin d'Iyad Ag Ghali et numéro 2 du groupe islamiste Ançar Dine. Il est secondé par un ex-colonel de l'armée malienne: Assalat Ag Habbi, dont les aptitudes militaires sont connues. Autre tacticien rebelle, Haroun Ag Dawoud dirige, depuis longtemps, le camp du MNLA à Ambobar, à 7 km de Tessalit. Près d'Anéfis, un autre état-major rebelle dépend du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA). Redoutables guerriers, les Arabes prennent le relais du MNLA et du Haut Conseil Unifié de l'Azawad (HCUA) pour prendre en chasse les soldats maliens éparpillés dans le désert. Une étroite coordination lie les différents groupes.

Le triomphe des rebelles à Kidal est dû, non à leur équipement (celui de l'armée est meilleur) mais à une plus grande ardeur au combat, à une meilleure connaissance du terrain et à une meilleure tactique.

Pour prendre à revers l'armée malienne à Kidal, les rebelles ont surgi de leur base en formation triangulaire: un premier groupe pique à gauche pour barrer la route aux bérets rouges; un second fonce comme un vautour sur les bérets verts qui servent de force de soutien aux commandos; un troisième et dernier groupe rebelle fonce sur la garnison malienne où il met en fuite l'état-major. Après sa conquête, Kidal est laissée aux mains du MNLA et du HCUA: ce dernier groupe est dirigé par le patriarche des Ifoghas, Intallah Ag Attaher, dont le fils aîné, Algabass, siège à l'Assemblée nationale du Mali sous les couleurs du RPM.

Kidal conquise, les rebelles se lancent à la poursuite des soldats maliens. Leur but : conquérir des espaces susceptibles, plus tard, de garantir l'accès de leur fameux « Azawad » au fleuve Niger. Ainsi mettent-ils, entre autres, la main sur Tessalit, Ménaka, Anéfis, Bourem et Ansongo. A Tessalit, ils se contentent de contrôler la ville et ne progressent pas jusqu'au camp malien, de peur d'une riposte des casques bleus tchadiens.

A Bourem, ville natale de Chato, l'ex-candidate à la présidentielle, les combattants rebelles sont priés de refluer par la force Serval qui, pour sécuriser Gao, centre névralgique des troupes françaises, dépêchent une centaine de soldats. D'Ansongo, ville riveraine du fleuve, les rebelles sont également contraints de se retirer par les troupes françaises. La panique, entre-temps,

s'installe à Gao et Tombouctou: les Français doivent s'employer, par des messages radiodiffusés, pour apaiser la population et prévenir un exode général.

### **Des terroristes ont-ils pris part aux combats?**

Selon le gouvernement malien, des groupes jihadistes d'AQMI et du MUJAO ont participé aux combats aux côtés des mouvements armés reconnus légitimes par la communauté internationale: MNLA, MAA et HCUA. Des sources proches du pouvoir citent parmi les assaillants des terroristes d'AQMI comme Abdelkrim Al-Targui, un Touareg apparenté à Iyad Ag Ghali et chef de la katiba « Al-Ansar » et Abou Abdel Hakim Al-Kidali, chef de la katiba « Youssef Ibn Tachfin ».

Dans son numéro du vendredi 23 mai 2014, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* soutient, pour sa part, que les troupes rebelles ont reçu des renforts terroristes. Ces informations sont à prendre avec des pincettes en raison de la tendance permanente du gouvernement malien à manipuler l'opinion publique et des accointances notoires du régime du président IBK avec *Jeune Afrique*. S'il ne faut pas exclure l'hypothèse de renforts terroristes en provenance d'Algérie ou de Mauritanie, rien n'indique que l'on n'a pas confondu « terroristes » et « jihadistes ». En effet, de nombreux jihadistes figurent, bien avant le conflit de Kidal, dans les rangs des 3 groupes armés reconnus comme interlocuteurs par le gouvernement malien: le MNLA, le HCUA et le MNLA.

Depuis belle lurette, le HCUA a intégré dans ses rangs une bonne partie du groupe jihadiste malien Ançar Dine, le chef de ce groupe, Iyad, faisant l'objet de recherches françaises; le MNLA, pour renforcer ses effectifs, a recyclé lui aussi des jihadistes; quant au MAA, il a toujours été animé par des Arabes attachés à la charia islamique.

### **Le bilan des combats**

Les combattants rebelles font une impressionnante moisson à Kidal. Tout le matériel de combat leur est abandonné. Il y a là des dizaines de véhicules neufs, des armes lourdes et quelque 600 mitrailleuses. Le tout est transporté à leur quartier général. Comme à l'accoutumée, les rebelles mettront, à bref délai, le feu aux BRDM capturés qu'aucun d'entre eux ne sait conduire. Le bilan humain est d'une lourdeur exceptionnelle que par pudeur, nous nous gardons de révéler. La MNINUSMA fut mise à contribution par les rebelles pour ramasser les cadavres maliens dispersés à travers la ville. En parlant de 20, puis de 30 morts, le gouvernement malien minore assurément les chiffres. 120 soldats maliens sont faits prisonniers. Répartis sur deux sites, ils sont sous la garde du MNLA et du MNLA.

---

## Plans secrets des USA et de l'Europe pour poursuivre le pillage de l'Afrique

Longtemps considéré comme le continent de la Misère et de la Mort, l'Afrique affiche un taux de croissance moyen de 5% depuis plusieurs années. Sa population, la plus jeune du monde est de plus en plus scolarisée et s'impose dans tous les segments de l'économie : finance, industrie extractive, agroalimentaire, technologie de pointe... Face à cette montée de l'Afrique, l'Occident miné par les crises économiques et financières successives ne sait plus à quel saint se vouer. Pour ne pas perdre l'Afrique, les leaders occidentaux créent ou entretiennent des guerres partout sur le continent africain.

Tony Busselen

Début août 2013, le ministère français de la Défense présentait la troisième version du document Horizons stratégiques. Le but de l'étude était celui-ci : « *À partir d'une analyse des tendances globales d'évolution du contexte stratégique, [...] identifier leurs conséquences sur le positionnement de la France dans le système international au cours des trois prochaines décennies.* » [\[131\]](#)

Sur Internet circule aussi une version finale du projet de stratégie sécuritaire nationale (2013) des États-Unis. Visiblement, il s'agit d'un document de travail visant à actualiser l'actuel document, intitulé « *National Security Strategy* », figurant depuis 2010 sur le site Internet de la Maison-Blanche. [\[132\]](#)

Les deux documents ont ceci en commun qu'ils partent d'un monde en mutation. Le document français consacre un chapitre complet à « *la fin de l'hégémonie occidentale* », qu'il qualifie de principale tendance dans le monde. Pour Washington, il est alors clair, une fois de plus, que « *les États-Unis doivent se préparer à un monde multipolaire dans lequel tant des alliés que des ennemis pourraient nous défier.* »

Les deux documents définissent une voie par laquelle on pourrait résister à cette tendance. Pour les stratèges français, il est certain que, « *prenant acte de la diminution progressive de leur puissance relative, les États-Unis, qui devraient recentrer leurs efforts sur la zone Pacifique, demanderont à leurs alliés européens de s'investir davantage dans leur environnement stratégique immédiat* » (lisez : l'Afrique, l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient). Et « *l'interopérabilité des forces sera cruciale entre Européens, et nécessaire avec les Américains* ». Pour les stratèges américains, il est donc certain une fois de plus que les États-Unis doivent conserver leur « supériorité militaire, économique et culturelle ». « *C'est pourquoi les Américains doivent partir du fait que notre nation est "la première parmi ses pairs"*. »

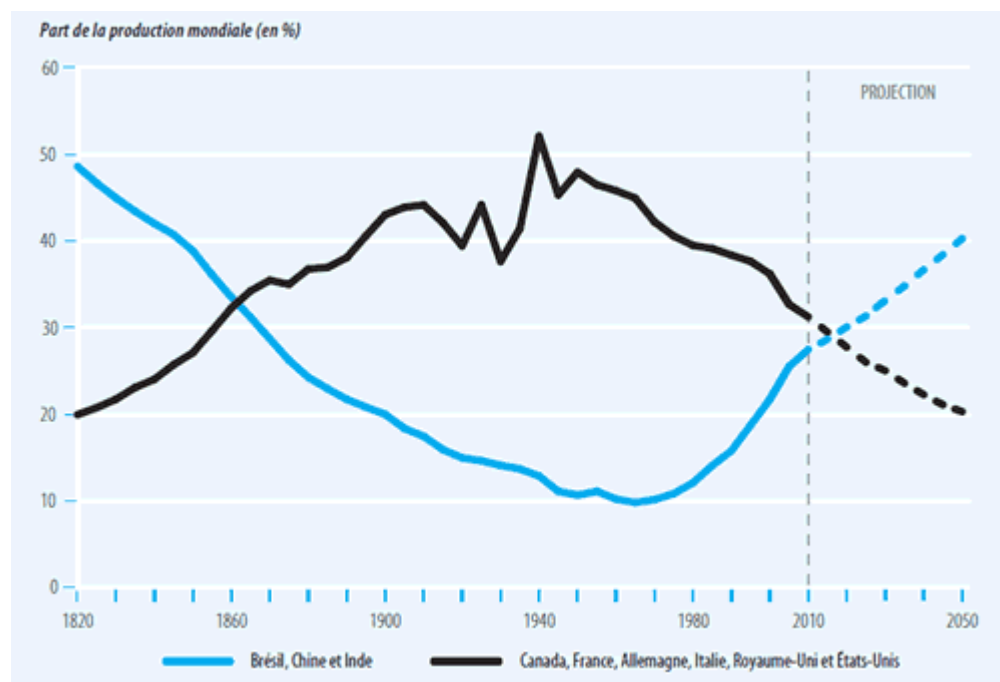
### Un bouleversement dans les rapports de force économiques internationaux

« *Alors que l'Asie et l'Afrique représenteront près de 80 % de la population mondiale et que les économies des sept principaux pays émergents seront plus de deux fois supérieures à celles des économies du G7* [\[133\]](#) au tournant du siècle, le poids démographique et

économique relatif des pays de l'OCDE [\[134\]](#) continuera de décliner (14 % de la population en 2040, 43 % du PIB mondial à l'horizon 2030) », lisons-nous dans *Horizons stratégiques*.

Ces chiffres se situent dans la ligne de ce qu'avait déjà signalé plus tôt cette année le rapport annuel du programme des Nations unies sur le développement humain (voir graphique).

### Graphique 1. Évolution de la part dans la production mondiale (1) du Brésil, de l'Inde et de la Chine et (2) des pays occidentaux



Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2013, p. 15. La production est mesurée en termes de parité de pouvoir d'achat du dollar de 1990.

Les pays du Sud ont pratiquement doublé leur part dans la production mondiale, de 25 % en 1980 à 47 % en 2010. Ces trente dernières années, le commerce entre les pays du Sud est passé de 10 % des échanges mondiaux à 25 %, tandis que le commerce entre les pays du Nord est retombé de 46 % des échanges mondiaux à 30 %. D'ici peu, le commerce Sud-Sud dépassera le commerce Nord-Nord. Le rapport prévoit que cette montée du Sud va se poursuivre et ira même en accélérant au cours du 21<sup>e</sup> siècle.

« L'Afrique est la deuxième région après l'Asie du Sud où le développement humain progresse le plus rapidement », affirme le rapport. Le revenu par habitant y a augmenté de 5 % par an, soit le double par rapport aux années 90. Entre 2000 et 2012, l'espérance de vie a augmenté de 5,5 ans, passant à 55 ans, alors qu'entre 1990 et 2000, elle avait stagné. Cela s'est passé dans une période où les relations avec les économies émergentes (surtout la Chine) devenaient plus intenses. [\[135\]](#)

Cette évolution donne lieu à des analyses très inquiètes de la part de l'Occident. Ainsi, lors du récent périple d'Obama en Afrique, le journal américain *The Global Post* titrait : « *Obama en Afrique : Chine 1, États-Unis 0.* » [\[136\]](#) Le journal fait remarquer que le volume du commerce de la Chine avec l'Afrique est passé de 166,3 milliards de dollars en 2011 à 198,5 milliards en 2012. Au cours de cette même année, le volume du commerce des États-Unis



avec l'Afrique a baissé, passant de 125,8 milliards de dollars à 99,6 milliards [\[137\]](#). Le site d'affaires *Bloomberg* constate avec effroi que la Chine a plus de 150 attachés commerciaux en Afrique, alors que les États-Unis n'en ont que... six. [\[138\]](#)

## Le mythe de l'impérialisme chinois

Depuis quelques années, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique. Beaucoup y voient la preuve d'un nouvel impérialisme, chinois cette fois, en Afrique. Il est vrai sans doute que la présence croissante en Afrique d'entreprises privées chinoises va de pair avec toutes sortes de formes d'exploitation, comme on peut s'y attendre, par exemple, de la part d'entreprises privées locales fonctionnant selon les principes du marché libre. En outre, il existe des différences culturelles qui provoquent des tensions. Mais les histoires d'achat à grande échelle de terres agricoles, de mainmise à bas prix sur les matières premières et autres ne sont généralement que des mythes, même s'ils ont la peau dure. Une personne s'emploie depuis des années à confronter systématiquement ces mythes à la réalité : Deborah Brautigam, professeur et directrice du programme de développement international de l'université John Hopkins à Washington. Sur son site Internet *China in Africa : the real story*. [\[139\]](#) elle fait régulièrement un sort à ce genre de légendes. Une visite de son site contribue à dissiper bien des malentendus et autres inventions.

Il est trop facile de taxer d'impérialisme le commerce croissant entre la Chine et l'Afrique. Lénine cite trois caractéristiques quant aux aspects internationaux de l'impérialisme en tant que système : « *l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière* » ; « *formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde* », et « *fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.* » [\[140\]](#)

Lénine fait la distinction entre le commerce (exportation et importation de marchandises) et l'exportation de capitaux. En ce qui concerne le commerce, il convient de signaler l'excédent commercial positif croissant pour l'Afrique. En 2012, l'Afrique exportait pour 113 milliards de dollars vers la Chine et importait pour 85,3 milliards de dollars. Près de la moitié des produits importés de Chine consistent en marchandises utiles pour le développement économique (véhicules, machines, générateurs et autres).

Toutefois, quand nous parlons de base économique de la domination impérialiste, il s'agit d'exportation de capitaux sous forme de prêts ou d'investissements directs à l'étranger conférant à des entreprises transnationales et à des banques un pouvoir direct sur l'économie d'un autre pays. Que l'Afrique se saigne aux quatre veines pour rembourser les dettes qu'elle a contractées avec l'Occident est passablement connu. Cette dette africaine s'est constituée dans les années 70 et 80 du siècle dernier et voilà trois décennies qu'elle est utilisée par le FMI comme prétexte pour imposer à la plupart des gouvernements africains des mesures ultralibérales à l'avantage des entreprises transnationales occidentales. Les nouveaux prêts chinois sont souvent de caractère concessionnel (sans bénéfice à la clef), ou bien ils s'effectuent selon un scénario qui, en fait, équivaut à du troc (du pétrole ou du cuivre en échange de travaux d'infrastructure). La Chine annule aussi régulièrement des dettes, et ce, sans condition. Le FMI, en outre, veille étroitement à ce que les pays africains à dette élevée « ne puissent en aucun cas en contracter de nouvelles ». Bref, sur le plan de l'exportation de capitaux par des prêts, l'Occident tient depuis longtemps l'Afrique dans un étau et quand bien même la Chine le voudrait, elle n'a pas la moindre possibilité, jusqu'à présent, de se muer en candidate impérialiste.

Par l'exportation de capitaux sous forme d'investissements directs à l'étranger, les entreprises transnationales se trouvent avoir des propriétés dans d'autres pays. Et, ici aussi, il s'avère que la Chine se situe toujours à un niveau de loin inférieur à celui de l'Occident.

Fin 2011, la valeur cumulée des investissements en Afrique s'échelonnait ainsi : la France possède 58 milliards de dollars, les États-Unis 57, la Grande-Bretagne 48, la Malaisie 19, l'Afrique du Sud 18, puis viennent seulement la Chine avec 16 milliards et l'Inde avec 14 milliards [\[141\]](#). Ces proportions sont également maintenues quand on examine les investissements annuels entre 2003 et 2009 [\[142\]](#). Pour la Chine, l'exportation de capitaux n'est encore que peu développée, si on la compare à l'exportation de marchandises.

### **Les gouvernements occidentaux sont les défenseurs directs des intérêts des banques et des entreprises transnationales**

Au contraire de la Chine, les gouvernements occidentaux interviennent comme défenseurs directs des intérêts de leurs banques et entreprises transnationales en Afrique.

L'ingérence politique et militaire des États-Unis et de l'Europe en Afrique présente un contraste saisissant avec la politique du gouvernement chinois qui s'appuie sur le respect réciproque de la souveraineté, sur la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, sur l'égalité et sur l'avantage réciproque.

Quand l'Occident bombarde la Libye en tous sens ou renverse le président Gbagbo en Côte d'Ivoire, nous voyons d'importantes délégations d'hommes d'affaires venir ramasser le butin en compagnie de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs. Mais même en temps de paix relative, les entreprises transnationales occidentales reçoivent une solide protection sous forme de pressions politiques et diplomatiques et de garanties militaires. Ces activités sont très clairement dévoilées dans le livre *Chasseurs de matières premières* de Raf Custers qui décortique la façon dont les gouvernements canadien et américain se lancent dans toutes les pressions et ingérences imaginables pour défendre les intérêts de leurs géants miniers respectifs First Quantum et FreeportMcMoran [\[143\]](#).

Que se passe-t-il quand une banque chinoise fait un important investissement en Afrique ? En 2008, lorsque le gouvernement congolais a osé conclure le fameux contrat avec la Chine qui prévoyait un investissement de 9 milliards de dollars (3 milliards dans l'exploitation minière et deux tranches de 3 milliards pour la pose de routes, la construction d'hôpitaux, d'écoles...) à rembourser avec le cuivre et le cobalt qu'allait produire le projet minier, la chose a déclenché en Occident une tempête de colère et d'indignation. Cette colère et cette indignation se sont traduites par deux années de chantage de la part du FMI avec, comme résultat, la suppression d'une tranche de 3 milliards de dollars et la contrainte pour l'Eximbank chinoise finançant l'investissement de le faire sans la moindre garantie, entièrement à ses propres risques, ce qu'aucune banque capitaliste ne ferait normalement. Bien sûr, cela provoqua un énorme retard dans l'exécution de l'ensemble du projet. Cinq ans plus tard, on n'a encore exécuté que pour 458 millions de dollars de travaux d'infrastructure et on n'a investi que 540 millions de dollars dans le projet minier. Mais pas un seul kilo de cuivre ou de cobalt n'a encore été remis en échange. Quand l'Eximbank chinoise a voulu reprendre comme garantie sur toute l'opération les 32 % de parts du Congo dans le projet minier, cela lui a été refusé et, aujourd'hui, les négociations se poursuivent. De chantage, de menaces ou de pressions militaires, il n'est tout simplement pas question de la part du gouvernement chinois [\[144\]](#).

## Le 21<sup>e</sup> siècle sera celui de l'émergence de l'Afrique

La modification des rapports de force internationaux fait que les élites africaines osent davantage se dresser contre les anciens maîtres coloniaux. Le président sud-africain Zuma a par exemple déclaré ceci, dans une interview accordée au *Financial Times* : « *Si vous continuez à traiter l'Afrique comme une ancienne colonie, les gens s'adresseront à de nouveaux partenaires qui les traiteront d'une autre façon* [\[145\]](#). »

Après des siècles de trafic d'esclaves, de colonisation, de guerres coloniales, de dictatures néocoloniales, d'ingérence et de coups d'État au service des intérêts occidentaux, les dirigeants africains disposent désormais de la possibilité de choisir des partenaires qui les traitent d'égal à égal. En outre, ils peuvent monter les divers nouveaux partenaires et les anciens maîtres les uns contre les autres afin d'obtenir de meilleures conditions de développement économique de leur pays. Ils ont ainsi l'occasion de reprendre le cours des années 60, à l'époque des grands nationalistes et anticolonialistes africains et de se positionner de façon plus indépendante.

L'ambassadeur de la République démocratique du Congo à Bruxelles, Henri Mova Sakanyi, qui est en même temps un brillant universitaire et un professeur en relations internationales, écrit à propos de la coopération sino-africaine : « *L'Afrique possède 30 % des réserves de matières premières [...]. Le continent offre un énorme potentiel en sources d'énergie renouvelables. La production agricole de l'Afrique représente 66 % du cacao, 40 % de l'huile de palme, etc.* » Sakanyi conclut en disant que « *le 21<sup>e</sup> siècle sera celui de l'émergence de l'Afrique* [\[146\]](#) ». »

## Une agressivité croissante de l'Occident en guise de réponse

Actuellement, la domination occidentale est remise en question par la tendance au développement souverain dans le Sud, que soutiennent également les économies émergentes. Mais cela constitue un danger direct pour l'impérialisme en tant que système et l'Occident y répond par une agressivité militaire croissante.

Dans le document du ministère français de la Défense, *Horizons stratégiques*, nous lisons que non seulement le régionalisme, le tribalisme ou le radicalisme religieux sont autant de problèmes auxquels l'armée française sera confrontée dans les prochaines décennies, mais également que « *les sentiments nationalistes et/ou panafricains pourraient se développer, parfois au détriment des intérêts occidentaux* ». Autre menace inquiétante : « *L'amoindrissement de la part relative de l'Europe en tant que principal fournisseur d'aide publique au développement est susceptible d'affecter le tropisme européen des pays d'Afrique subsaharienne au profit des puissances émergentes majeures.* » Les stratèges français prévoient encore toute une série de guerres en Afrique : « *La rupture du tabou de l'intangibilité des frontières pourrait avoir des effets en cascade sur l'ensemble du continent, voire au-delà.* » De là, la nécessité des interventions militaires occidentales « *résultant de l'incapacité des États à contrôler leur territoire, la multiplication des "zones grises", concentrant groupes criminels et groupes rebelles, pourrait nécessiter des interventions occidentales.* » Conclusion : « *L'Afrique restera une zone de convoitises et de confrontations potentielles et une zone stratégique prioritaire pour la France* [\[147\]](#). »

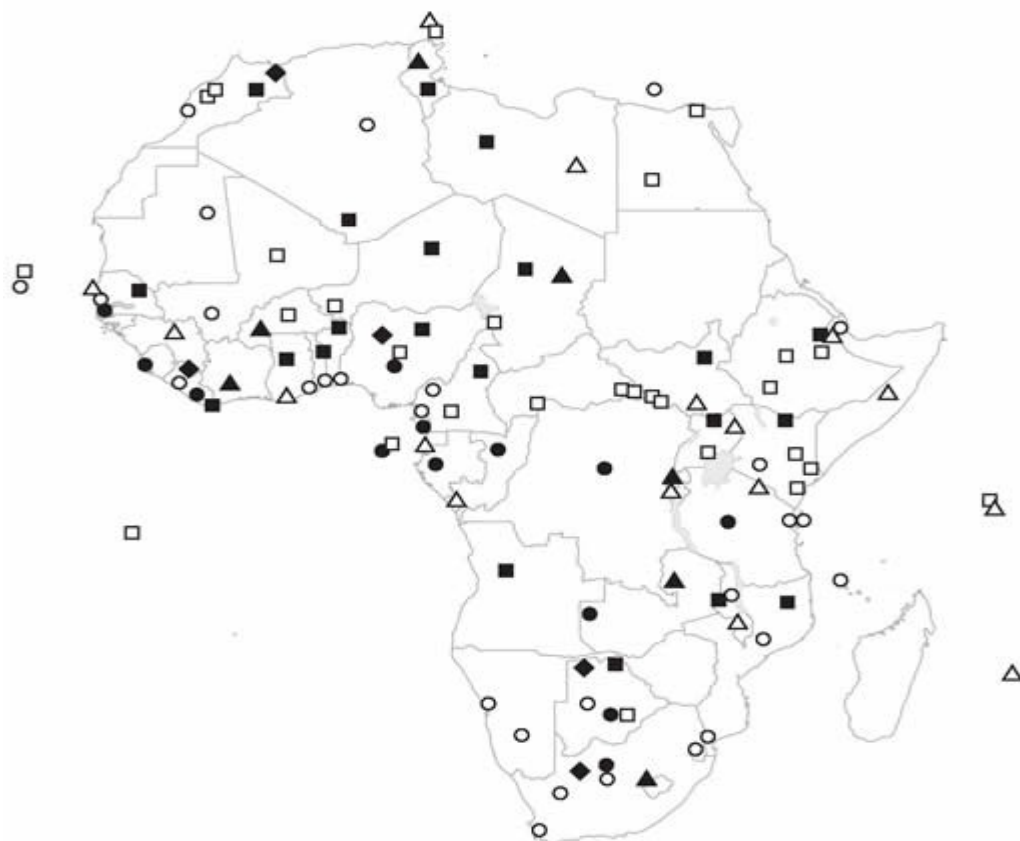
La version 2013 du document *National Security Strategy* des États-Unis le répète de façon laconique : « *Le glissement du centre de gravité géopolitique de l'ouest vers l'est requerra*

*une réduction très sensible du personnel militaire en Europe pour cantonner davantage de troupes en Asie et en Afrique. »*

### **Africom : « L’Afrique, champ de bataille du futur »**

En 2007, outre les cinq grands centres de commandement existants depuis lesquels sont dirigées les interventions de l’armée américaine dans le monde entier, un sixième centre de commandement a été fondé sous l’appellation de l’Africom. Il s’agissait de la principale réforme de la structure de commandement de l’armée américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Le but est de diriger et de coordonner toutes les opérations et activités de l’armée américaine en Afrique.

Depuis lors, la présence en Afrique des troupes américaines s’intensifie imperceptiblement, mais très rapidement, par toute sorte d’opérations sécuritaires, de programmes d’entraînement et d’exercices, le tout à l’échelle réduite. Nick Turse, rédacteur en chef du site Internet TomDispatch.com, qui fournit avec une grande minutie des informations sur l’armée américaine, a publié une carte en même temps qu’un aperçu de la mise en place d’un impressionnant réseau de présence militaire américaine sur le continent africain [\[148\]](#).



- Entraînements militaires, conseils ou déploiements tactiques de l'armée américaine en 2013.
- △ Entraînements militaires, conseils ou déploiements tactiques de l'armée américaine en 2012.
- Coopération sécuritaire de la part de l'armée américaine.
- ◆ Indications en route : partenariat de la Garde nationale de l'armée américaine.
- Bases américaines, sites opérationnels avancés, sites sécurisés en cas de circonstances imprévues (CSLs), sites ordinaires en cas de circonstances imprévues (CLs), aéroports pour lesquels on dispose d'accords concernant le plein en carburant et autres équipements.
- Entraînements/conseils militaires de l'armée américaine aux troupes nationales d'un pays africain en 2013.
- ▲ Entraînements/conseils militaires de l'armée américaine aux troupes nationales d'un pays africain en 2012.

Turse complète cette carte à l'aide de deux autres éléments. Il parle d'abord d'un réseau logistique qui doit relier entre elles les petites et grandes installations de l'armée américaine (points indiqués par un □ sur la carte) en vue de l'acheminement de nourriture, de carburant et de matériel et autre équipement destinés aux troupes américaines. Faisant allusion à Marco Polo, le lieutenant-colonel Corrick, de l'unité logistique de l'armée américaine, a dit qu'il s'agissait de « *la nouvelle route des épices pour l'Afrique* » et a ajouté que ce réseau ne cessait de se développer et qu'il allait « *finale-ment s'étendre dans toute l'Afrique* ». [\[149\]](#)

Ensuite, Turse mentionne également toute une série de *hubs* logistiques à la périphérie de l'Afrique : en Espagne, en Grèce, en Sicile. Il renseigne en même temps des projets d'investissement dans des bases militaires existantes à partir desquelles, dans le futur, l'Africom pourra lancer en Afrique des opérations militaires de plus grande envergure. Il en est ainsi de l'installation de la base militaire aérienne de Caserna Del Din, dans le nord de l'Italie (310 millions de dollars). On peut citer encore la grande base militaire de Camp Lemonnier, à Djibouti, en service depuis 2001 ; aujourd'hui, 4 000 soldats américains y sont déjà stationnés. Entre 2013 et 2017, l'Africom prévoit des investissements pour la somme de

400 millions de dollars, dont 150 millions pour des logements censés héberger plus de troupes encore.

Turse fait enfin remarquer que la carte des activités de l'Africom fait penser à « *un champ complètement recouvert de champignons après une averse.* » En peu de temps, de façon quasi imperceptible, l'armée américaine s'est insinuée en Afrique. Turse cite le lieutenant-colonel Beurpere : « *Une présence ouverte directe des troupes américaines sur le continent africain peut provoquer la consternation chez nos partenaires qui sont fiers de leur indépendance acquise et qui entendent défendre leur sécurité de façon autonome.* » Le général Rodriguez, à la tête de l'Africom depuis octobre 2012, approuve : « *L'histoire des nations africaines, le colonialisme, tout cela nous montre que nous devons intervenir en ne laissant qu'une empreinte légère.* »

Les stratèges militaires américains ont pris conscience de la profondeur de l'anticolonialisme. Non seulement au sein de la population africaine, mais aussi chez leurs partenaires, c'est-à-dire chez les dirigeants africains avec qui ils concluent des accords. Pour l'instant, ils s'y prennent donc de façon très tactique. « *De façon discrète, le Pentagone et l'Africom sont occupés à transformer l'Afrique en champ de bataille du futur* », conclut Turse.

## **La France aussi est de la partie**

Depuis plusieurs décennies déjà, la France avait des bases à Djibouti (1 900 hommes), au Gabon (900) et au Sénégal (350). Ces dernières décennies, l'armée française a toutefois intensifié sa présence militaire dans des pays comme la Côte d'Ivoire (450), le Mali (1 000 dès janvier 2014), le Tchad (950) et la République centrafricaine (200) [\[150\]](#). Enfin, des troupes françaises sont discrètement présentes aussi dans des pays comme le Burkina Faso (nombre des effectifs inconnu) [\[151\]](#) et au Cameroun (500) [\[152\]](#). L'accroissement constant des effectifs a eu lieu pendant et directement après les récentes opérations de guerre en Côte d'Ivoire, au Mali, au Tchad et en République centrafricaine. Ces dernières décennies, l'armée malienne, à l'instar des autres armées de l'Afrique occidentale, a bénéficié de toute sorte de programmes d'entraînement. Lors d'une interview, le général français Bruno Clément-Bollée, responsable du programme de formation de l'armée malienne, en a fait l'énumération : Flintlock, Acri, Acot, Recamp et maintenant EUTM (l'actuelle mission de l'Union européenne pour la formation de l'armée malienne). L'intervieweur lui pose alors la question : « *Au vu de l'effondrement de l'armée malienne l'année dernière, on a le sentiment que tous ces programmes ont échoué. Pourquoi le programme EUTM pourrait-il réussir ?* » Le général répond : « *Régulièrement, on nous pose la question de savoir pourquoi, malgré cette aide que nous apportons depuis une cinquantaine d'années, ces outils de sécurité et de défense de temps en temps s'effondrent. La souveraineté des pays peut expliquer pas mal de choses. En particulier, la souveraineté des pays en matière de gestion des ressources humaines : qu'est-ce qu'on fait des chefs ? Qui sont les chefs ?* »

En d'autres termes, les nations africaines doivent renoncer à leur souveraineté et placer leur appareil militaire sous tutelle occidentale. Les généraux français doivent pouvoir décider quels généraux seront placés à la tête des armées de l'Afrique occidentale.

## **Le débat au sein de la gauche**

Le continent africain va changer rapidement au cours des prochaines décennies. Les gouvernements occidentaux s'y montreront de plus en plus agressifs. Les stratèges de



l'Africom ont développé une approche tactique de l'implantation militaire qui tient compte des sentiments anticoloniaux profondément enracinés et de la volonté d'indépendance qui habitent le peuple africain et un grand nombre de ses dirigeants politiques. Mais, au sein de la gauche, nombreux sont ceux qui, depuis quelques décennies, ne prennent plus cet aspect fondamental au sérieux. Trop souvent, on réagit à court terme et instinctivement aux crises humanitaires et aux situations déplorables. Cela se traduit par la vision d'un Occident humanitaire et éclairé face aux dirigeants africains barbares et corrompus. Cette perception nous rend aveugles à la vie politique réelle sur le continent et aux objectifs et enjeux réels de la politique des gouvernements occidentaux en Afrique. « Être critique à l'égard de nos gouvernements » se traduit souvent par des exigences en faveur d'une intervention encore accrue de l'Occident contre les dirigeants africains.

Considérer l'Afrique sous l'angle de la lutte pour son indépendance et de sa propre histoire fournit un tout autre regard.

En Amérique latine, la gauche peut se targuer de deux siècles d'expérience dans la résistance politique qui a débuté avec Bolívar, Toussaint Louverture, José Martí... Les Bolívar et Martí de l'Afrique s'appellent Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Um Nyobé... Ce n'est que cent cinquante ans après Bolívar qu'ils ont obtenu leurs premières grandes victoires contre la domination occidentale en Afrique [\[153\]](#). Dans les années 60 et 70, les anciennes puissances coloniales ainsi que les États-Unis ont utilisé leur manque d'expérience politique et organisationnelle pour en éliminer la plupart, souvent par assassinat ou coup d'État.

Après les défaites de cette première génération de dirigeants africains qui avaient arraché l'indépendance, s'est constituée, avec le soutien et la protection de l'Occident, une bourgeoisie compradore [\[154\]](#). Cette bourgeoisie s'appuie sur tous les éléments féodaux réactionnaires possibles de la société africaine. Avec l'irrationalisme, le régionalisme, le tribalisme, on essaie de se rallier toute une partie de la population dans la lutte pour le pouvoir. L'individualisme s'exprime dans le combat des chefs, dans lequel les intrigues sont considérées comme des méthodes politiques normales.

De plus, la division au sein du mouvement communiste international et les interprétations superficielles du marxisme dans les années 1960-1990 ont provoqué la confusion et les excès au sein du mouvement révolutionnaire de gauche en Afrique. Un mouvement comme l'Unita de Savimbi ne rechignait pas à s'engager dans un front avec la CIA et le régime de l'apartheid pour combattre, au nom du « marxisme-léninisme », le prétendu « social-impérialisme » de l'Union soviétique de l'époque [\[155\]](#). Durant la guerre froide, d'autres, comme l'actuel président du Congo-Brazzaville, Sassou, ou l'ancien président de l'Éthiopie, Menghistu, ont opté de façon opportuniste pour Moscou et ont installé des régimes qu'ils ont qualifiés de marxistes, mais qui ne l'étaient pas du tout. Toutefois, il y eut dans la lutte de libération en Angola et dans la lutte contre le régime de l'apartheid une très importante contribution de Cuba qui allait exercer une influence positive durable [\[156\]](#).

Cela, c'est le contexte dans lequel l'Afrique d'aujourd'hui, dans une situation mondiale en rapide évolution, veut suivre l'exemple des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil. L'aspiration à l'indépendance et au progrès demeure très enracinée aussi bien chez les Africains dans leur ensemble que chez bon nombre de leurs dirigeants. Mais le continent est également confronté à une ingérence et des interventions de plus en plus agressives des États-Unis et des gouvernements européens.

Chaque fois, la bourgeoisie compradore en ressort renforcée. Nous le voyons clairement après les interventions occidentales au Sud-Soudan, en Somalie, en Libye, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Rwanda et au Burundi. Washington tente toujours d'imposer des « solutions politiques » qui confortent les dissensions ethniques et religieuses. L'impérialisme américain essaie également de scinder les grands États africains en unités plus petites, prétendument plus homogènes sur le plan ethnique, comme au Soudan (ce qui a réussi avec la sécession du Sud-Soudan) et en République démocratique du Congo (par le soutien à l'agression rwandaise dans l'est du Congo).

Dans toute cette confusion idéologique, certains opposants aux gouvernements nationalistes recourent très facilement à un langage aux accents marxistes et dénoncent les dirigeants nationalistes africains comme traîtres, parce qu'ils « *n'agissent pas comme l'aurait fait un Châvez.* » [\[157\]](#)

Mais les pays de l'Afrique australe, unis au sein du SADC, parviennent à se positionner indépendamment comme un bloc. Dans ces pays, on ne trouve pas de base ou d'implantation de l'armée américaine. Le président sud-africain Zuma a pris la direction de l'opposition à la guerre en Libye. Après l'échec de la tentative de médiation en Libye, le SADC a combattu avec succès pour la direction de l'Union africaine dans le but de consolider à nouveau l'unité panafricaine.

Au cours des dernières années, les présidents de l'Angola, de l'Afrique du Sud et de la République démocratique du Congo ont décidé de bâtir une solide alliance politique, militaire et économique. Cela aussi va directement à l'encontre des recettes prônées par les États-Unis et l'Europe. Un élément déterminant ici aussi, c'est le fait que dans le vaste Congo, situé au centre de l'Afrique, Joseph Kabila continue à défendre l'unité du pays et qu'il parvient même à proposer un début de relance économique, en dépit de douze longues années de guerre, de violentes agressions politiques et de pressions diplomatiques permanentes. Rappelons que c'est seulement après deux mois et demi de pouvoir que Lumumba avait été éliminé. Laurent Kabila, lui, n'a pu garder le pouvoir que pendant trois ans et huit mois.

Dans la Corne de l'Afrique, il y a beaucoup de résistance à l'ingérence occidentale. L'Érythrée y bâtit avec opiniâtreté un État et une société qui ne s'appuient que sur leurs propres forces.

Ces dernières années, les partis de gauche et marxistes des quatre coins du continent se sont réunis au sein du Forum du réseau de la Gauche africaine et ils publient leurs déclarations communes sur leur site Internet [www.alnef.org.za](http://www.alnef.org.za).

Naturellement, cette Afrique en résistance fait l'objet d'un débat. L'idéal dominant aujourd'hui chez les dirigeants nationalistes africains, rejoindre les économies émergentes, offre à court terme une alternative au consensus de Washington qui est imposé par le FMI depuis plusieurs décennies déjà. Cet idéal donne également un solide coup de pouce à l'aspiration à une indépendance et un progrès réels. Mais il a ses limites : les défis en Afrique, tout comme dans l'ensemble du Sud, ne peuvent être affrontés à long terme en appliquant les principes du marché libre qui constituent précisément le noyau de la politique économique des économies émergentes. [\[158\]](#)

On peut également se demander si certains dirigeants nationalistes africains ne scellent pas parfois trop de compromis, se demander pourquoi ils n'insufflent pas plus d'énergie dans



l'organisation d'un véritable mouvement populaire qui pourrait porter encore mieux leur projet, ou pourquoi certains mouvements politiques et syndicaux de gauche ne parviennent pas à avoir un impact décisif sur la vie politique. Mais ce débat n'a vraiment de sens que si l'on se positionne dans le camp de la vraie opposition à l'agressivité croissante des États-Unis et de l'Union européenne en tirant des enseignements de la lutte pour l'indépendance de l'Afrique.

Titre originel : **La montée de l'Afrique et l'agressivité croissante de l'Occident**

Tony Busselen est l'auteur de *Une histoire populaire du Congo*, Aden, 2010.

---

[131] Délégation aux affaires stratégiques, *Horizons stratégiques*, ministère de la Défense, 5 août 2013.

[132] University of Texas, Austin, *National Security Strategy 2013*.

[133] Le G7 réunit les pays suivants : États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon, Canada et Italie.

[134] Trente-quatre des pays les plus industrialisés sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

[135] PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013. L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*.

[136] Erin Conway-Smith, « Obama in Africa : China 1, US 0 », *The Global Post*, 1<sup>er</sup> juillet 2013.

[137] *Ibid.*

[138] « Obama's Opportunity to Improve US Investment in Africa », Bloomberg, 7 juillet 2013.

[139] Deborah Brautigam, <http://www.chinaafricarealstory.com>.

[140] Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* [1916], chap. 7, Œuvres, t. 22, p. 287.

[141] Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UN Conference on Trade and Development, UNCTAD), *The Rise of BRICS FDI and Africa*, 25 mars 2013.

[142] « Resources for Infrastructure: China's Role in Africa's New Business Landscape », *The China Analyst*, septembre 2011. Le deuxième graphique indique les investissements directs par année.

[143] Raf Custers, *Chasseurs de matières premières*, Investig'action et Couleur Livres, 2013, chapitre 7.

[144] Johanna Jansson, « The Sicomines Agreement revisited: Prudent Chinese Banks and Risk-taking Chinese Companies », *Review of African Political Economy*, Roskilde University, Danemark, 1<sup>er</sup> mars 2013, p. 157.

[145] Jacob Zuma, « Zuma warns West's colonial "corporates" », *The Financial Times*, 3 mars 2013.

[146] Henri Mova Sakanyi, « La Chine en Afrique : Grammaire d'un basculement géopolitique », *Dounia* n° 3, septembre 2010, pp. 117-118.

[147] *Horizons stratégiques*, ministère de la Défense, 5 août 2013, pp. 212-214.

[148] Nick Turse, « Africom's Gigantic "Small Footprint" », TomDispatch.com, 5 septembre 2013. La carte reproduite ici a été réalisée par Steven Struyf sur base de celle de Turse.

[149] Nick Turse, « The Nature of the US Military Presence in Africa », TomDispatch.com, 26 juillet 2012.

[150] Ministère français de la Défense, *Opérations et Forces prépositionnées*. Les chiffres ont été notés le 25 septembre 2013.

[151] « Au Burkina l'armée française se fait discrète », *Jeune Afrique*, 16 mai 2012.

[152] « L'armée française fait la police au Cameroun ! », *Le Messenger*, 26 août 2013.

[153] Ludo Martens, *Che Guevara : Le Congo et l'Afrique*, Kinshasa, 23 avril 2005.

[154] La bourgeoisie compradore est une bourgeoisie qui tire sa richesse de sa situation intermédiaire entre, d'une part, les entreprises coloniales et néocoloniales de l'impérialisme et, d'autre part, le gouvernement, l'État et l'économie d'un pays. Au contraire de la bourgeoisie nationale, elle vit en parasite sur ses positions dans l'appareil de l'État et elle n'a pas de réelle contribution productive à l'économie locale.

[155] Ludo Martens, *La politique de Léonid Brejnev et la théorie du « social-impérialisme »*, 30 avril 2000, pp. 16-17.

[156] Voir Jihan El Tahri, *Cuba, une odyssée africaine*, reportage, coproduction d'ARTE France, Temps noir, Big Sister, ITVS, BBC, 2007.

[157] Mbelu Babanya Kabudi, *Un leadership collectif, responsable et visionnaire pour la RDC*, [www.ingeta.com](http://www.ingeta.com), 8 avril 2013. Le même Mbelu renvoie régulièrement à Chávez, Michel Collon et Stiglitz. Mais il a écrit en même temps un éloge d'Honoré Ngbanda, chef de la sécurité de Mobutu et a énuméré une dizaine de mobutistes éminents susceptibles, selon lui, de faire partie d'une direction collective qui pourrait s'inspirer de Chávez en guise d'alternative au président Kabila.

[158] Parti communiste de l'Afrique du Sud (SACP), *The South African Road to socialism : 13th Congress Political Program of the SCAP 2012-2017*, chap. 2 Why Socialism ?, juillet 2012. Voir aussi Samir Amin, « La montée en puissance des pays émergents du Sud face aux défis de la mondialisation contemporaine », *Études marxistes*, n° 99, juillet-septembre 2012.

---

## La banque BRICS opérationnelle - Une sortie du Consensus de Washington ?

Une bonne nouvelle passée pratiquement inaperçue dans les médias occidentaux. Les cinq pays du Brics ont créé au début de l'été 2014 une banque de développement qui aura comme capital 100 milliards de dollars et qui aura comme siège Shanghai. Contrairement au FMI et à la Banque mondiale, les prêts faits ne seraient pas assortis de conditions contraignantes (ajustement structurel). Les rares informations occidentales présentent cela comme une agression contre l'ordre établi par l'Occident. Le fameux *Consensus de Washington* mis en place pour figer l'architecture financière internationale selon les vœux du grand capital.

Chems Eddine CHITOUR

« Un jour tout sera bien, voilà notre espérance. Tout est bien aujourd'hui, voilà l'illusion »  
Voltaire



### Les potentialités des pays du Brics

Pour François Houtart, les cinq pays composant les pays dits « émergents », c'est-à-dire, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud, forment un bloc important à l'échelle mondiale. Leur poids démographique atteint 3 milliards de personnes, soit 42% de la population mondiale et leur PIB représentait en 2010, quelque 14.000 milliards d'USD, ou 18,5%

du PIB mondial. Leur réserve de devises est estimée à 5000 milliards d'USD, dont 3.200 milliards pour la seule Chine. Cependant, malgré leur poids, tous ces pays, et en particulier les BRIC'S, sont fermement arrimés à l'économie capitaliste dominante. Il suffit de citer quelques faits. Leurs réserves monétaires sont en majorité constituées par le dollar, au point de détenir une part importante de la dette extérieure des Etats-Unis et donc indirectement de contribuer à maintenir le système. La « ré-primarisation » de continents tels que l'Afrique et l'Amérique latine, toujours plus producteurs de matières premières et de produits agricoles, place ces derniers en position de faiblesse dans la division internationale du travail, même si la conjoncture des prix leur a été favorable au cours des 15 dernières années » (1).

« Sur le plan financier, la dépendance est aussi très nette. Ainsi, la politique de la Réserve fédérale américaine visant à augmenter les taux d'intérêt à long terme, entre janvier et août 2012, a eu pour effet une diminution de la valeur de la monnaie de plusieurs pays émergents : l'Afrique du Sud, -20%, Inde, -17,2%, Brésil, -17,4%, Russie, -8,4%. Seule la Chine, avec sa capacité productive énorme et l'importance de ses exportations, a mieux résisté au phénomène. Cependant, ce pays a augmenté sa participation aux bons du Trésor des Etats-Unis, c'est-à-dire comme détenteur de la dette américaine, passant de 1 268 milliards de dollars en août 2013 à 1 293 milliards en septembre de la même année, soit 27,8% de l'ensemble de la participation étrangère. »(1)

## **Le long chemin vers l'indépendance réelle**

Écoutons ce qu'en pense le journaliste de *Asia Times*, Pepe Escobar : « Le Bric's, groupe des pouvoirs émergents (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud) lutte contre le (Des) Ordre du Monde (Néolibéral) à travers une nouvelle banque de développement et un fonds de réserve mis sur pied pour compenser les crises financières. Le diable, évidemment, est dans les détails de comment ils y parviendront. Cela fut une route longue et sinueuse depuis Yekaterinburg en 2009, lors de leur premier sommet, jusqu'à la contre-attaque, longtemps attendue, du Brics contre le consensus de Bretton Woods - le FMI et la Banque mondiale - mais aussi l'Asian Development Bank (ADB). dominée par le Japon, (mais répondant en grande partie aux priorités US). » (2)

« La Banque de développement Brics - investira dans les projets d'infrastructure et de développement durable à une échelle mondiale. Dans quelques années, il atteindra une capacité de financement allant jusqu'à 350 milliards de dollars. Avec un surplus de financement, notamment de Pékin et de Moscou, la nouvelle institution pourrait faire mordre la poussière à la Banque mondiale. Comparez l'accès à l'épargne réelle au papier vert imprimé du gouvernement US sans garantie [dollar]. Et ensuite il y a l'accord établissant un fonds de réserves de devises de 100 milliards de dollars - le Contingent Reserve Arrangement (CRA) Pour le fonds, la Chine contribuera à hauteur de 41 milliards de dollars, le Brésil, l'Inde et la Russie avec 18 milliards chacun, et l'Afrique du Sud avec 5 milliards. Au-delà de l'économie et de la finance, c'est essentiellement de la géopolitique - comme ces pouvoirs émergents offrant une alternative au Consensus de Washington qui a échoué. La stratégie arrive aussi à être un des noeuds clés de l'alliance Chine-Russie progressivement consolidée, récemment dessinée lors du « deal du gaz du siècle » et du forum économique de Saint-Petersbourg ». (2)

« En Amérique du Sud, Poutine ne rencontre pas seulement le président de l'Uruguay, Pepe Mujica - discutant parmi d'autres sujets, de la construction d'un port en eau profonde - mais aussi Nicolas Maduro du Venezuela et Evo Morales de la Bolivie. Xi Jinping est aussi en tournée, se rendant en dehors du Brésil, en Argentine, Cuba et au Venezuela. Ce que Pékin dit (et fait) complète Moscou ; l'Amérique latine est vue comme extrêmement stratégique. Cela devrait se traduire par plus d'investissement chinois et augmenter l'intégration Sud-Sud.

Cette offensive commerciale et diplomatique russo-chinoise correspond à la poussée concertée vers un monde multipolaire L'Argentine est un exemple de premier ordre. Pendant que Buenos Aires, déjà vue dans la récession, lutte contre les fonds de vantage US - épitomé de la spéculation financière - dans les palais de justice de New York, Poutine et Xi viennent en offrant d'investir dans tout, des chemins de fer au secteur énergétique ». (2)

« Ce que les Brics essaient de présenter au Sud mondial écrit Pepe Escobar, est maintenant un choix ; d'un côté, spéculation financière, fonds de vantage et l'hégémonie des Maîtres de l'Univers ; de l'autre côté, le capitalisme productif (...) Il est toujours instructif de revenir à l'Argentine. L'Argentine est emprisonnée dans une crise chronique de dettes extérieures principalement déclenchée par le FMI depuis plus de 40 ans - et maintenant perpétuée par les fonds vantage. La banque Brics et le fonds de réserve comme alternative au FMI et à la Banque mondiale offrent la possibilité pour des dizaines d'autres nations d'échapper à la difficile situation à l'Argentine. Sans parler de la possibilité que d'autres nations émergentes telles que l'Indonésie, la Malaisie, l'Iran et la Turquie contribuent bientôt aux deux institutions. » (2)

## **Les réactions occidentales entre la condescendance et les pronostics sombres**

Les réactions occidentales vont tous dans le sens d'une impossibilité de cohésion dans la durée : « Ce n'est pas étonnant poursuit Pepe Escobar, que les Maîtres hégémoniques du gang universel soient inconfortables sur leurs chaises de cuir du Financial Times résume avec soin le point de vue de la City de Londres - paradis notoire du capitalisme de casino. Ce sont des jours passionnants en Amérique du Sud sur plusieurs aspects. L'hégémonie d'Atlantiste fera partie du décor, évidemment, mais c'est la stratégie du Brics qui montre la voie plus loin en bas de la route. Et la roue multipolaire continue à rouler dessus ».(2)

Dans *le Monde de l'économie* on nous explique pourquoi la banque : « Objectif : permettre à ses membres de se protéger en cas de nouvelle tempête sur leurs devises, comme celle déclenchée mi-2013 après l'annonce du changement de cap de la politique monétaire américaine. Les Brics avaient alors dû affronter de violentes sorties de capitaux.(...) Certains experts doutent néanmoins que 100 milliards de dollars suffisent à contrer de telles attaques. « L'efficacité du fonds serait préventive et symbolique : c'est déjà beaucoup », juge M.Zlotowski. (...) (3)

Insidieusement, *le Monde de l'économie* s'interroge : « Les inconnues sont nombreuses. Les pays aidés accepteront-ils de se mettre sous la tutelle officieuse de la Chine, qui sera le principal contributeur financier ? Comment se situera la banque de développement des Brics face aux institutions similaires, notamment la nouvelle banque asiatique d'investissements en infrastructures que Pékin lance en parallèle ? La cohésion entre les pays membres sera-t-elle suffisante pour mener ces projets à bien ? « J'en doute : tous poursuivent des objectifs politiques et économiques très différents », assène M.Lehmann Jean-Pierre Lehmann, spécialiste de politique économique internationale. Avant d'ajouter, non sans ironie : « Entre les Brics, il a toujours manqué le ciment. » (3)

Selon le *South China Morning Post*, « le président de la Banque mondiale Jim Yong-kim a salué cette initiative, déclarant qu'elle ne serait pas une menace pour les institutions de Washington [Banque mondiale et FMI], et qu'elle aiderait à combattre la pauvreté ». Jim Yong-kim aurait ajouté que « notre compétition est la lutte contre la pauvreté, notre ennemi est le manque de croissance ou encore une croissance non inclusive ». (4) (5)

« *L'Hindustan Times* écrit également que « le sommet prendra en compte le refus du Congrès américain de ratifier les propositions donnant plus de poids aux pays émergents au sein du FMI ». Outre-atlantique, l'inquiétude est parfois de mise. En témoigne cette étude publiée par Forbes, qui titre : « Plus qu'une alliance antidollar, un nouvel outil de stabilisation du commerce qui constitue un risque réel pour la dominance du dollar américain ». (5)

Justement lassés d'attendre que le Congrès des États-Unis autorise la réforme du FMI qui leur donnerait une représentation plus conforme au poids qu'ils ont acquis dans l'économie mondiale, les Brics créent l'embryon d'un système parallèle qui se pose en contrepoids, si ce n'est en alternative, à celui dont les bases avaient été jetées pendant la Seconde Guerre mondiale, à un moment où les équilibres étaient très différents de ceux d'aujourd'hui.(5)

## **Les Brics et la construction d'un nouveau monde**

L'importance du sommet Brics annonce un nouveau monde en train de naître. D'autres pays pourront rejoindre les Brics actuels qui seraient bientôt rejoints par l'Iran et l'Indonésie.

L'Iran est un chef de file pilier politique technologie important. Il dispose d'énormes ressources naturelles. Il fait d'extraordinaires progrès technologiques. Il y aura bientôt un membre Bric's. Et il en sera de l'Indonésie, qui a la quatrième plus grande population, une économie en développement rapide (environ 7% par an) et, encore une fois, d'énormes ressources naturelles. Déjà, les Brics actuels ont 40% de la population mondiale, 30% de sa masse terrestre, et 25% de son PIB, et ce dernier étant un chiffre en forte augmentation. Le raisonnement sous-jacent est simple : les Brics sont déterminés à défier l'Ouest, domination politique et économique et, en particulier, de briser la domination du Fonds monétaire international et la Banque mondiale qui n'ont pas servi les besoins de développement des pays pauvres et ont généralement servi que de les mettre dans de plus en plus, non remboursable de la dette. (6)

« Peut-être le résultat le plus important du sommet Brics est le projet de création d'un câble à fibre optique reliant les cinq États (avec des extensions relativement faciles à l'Iran et l'Indonésie). En effet, il se pourrait que les Brics soient la construction d'un système mondial indépendant optique Internet fibre ou au moins un étendue sur laquelle ils auront un contrôle complet. » La coopération Sud-Sud pourra trouver des objectifs nombreux, la déconnection du Sud vis-à-vis du Nord ne sera complète que par l'abandon du paradigme capitaliste et, en contrepartie, de la construction commune d'une option alternative pour la vie de l'humanité sur la planète. En fait, la crise structurelle que vit l'ensemble du globe ne laisse pas de choix et une coopération Sud-Sud peut contribuer à établir les nouveaux objectifs et à définir les transitions. »(6)

Il est vrai cependant que les Brics soient effectivement très différents en termes de système politique, de niveau de croissance économique et autres indicateurs de développement, de culture et de démographie. Il est à espérer que les pays du Brics fassent réellement de cette banque la plaque tournante du développement sans demander aux pays demandeurs d'aide de sacrifier les fondamentaux de la vie, l'éducation, la santé, les droits à l'alimentation, à l'eau et à posséder un toit. De plus, le vertige de puissance pourrait amener les grands pays du Brics à monopoliser les décisions. Nous l'avons vu avec la difficulté de choisir le siège. C'est, en définitive, la Chine qui l'a récupéré. (7)

1. François Houtart <http://www.cahiersdusocialisme.org/2014/01/08/cooperation-sud-sud-pour-un-nouveau-modele-de-developpement/>

2. Pepe Escobar <http://www.elcorreo.eu.org/BRICS-contre-le-consensus-de-Washington> 15 juillet 2014

3. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement\\_4458144\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement_4458144_3234.html)

4. <http://www.scmp.com/business/economy/article/1549975/world-bank-chief-backs-launch-brics-bank>

5. Lionel Pelisson <http://www.courrierinternational.com/article/2014/07/14/la-brics-bank-pourra-t-elle-redessiner-le-monde>

6. <http://alalumieredunouveaumonde.blogspot.com/2013/03/attention-les-briiics-sont-venir.html>

7. C.E. Chitour <http://www.legrandsoir.info/L-Avenement-des-pays-du-BRIC-peut-il-changer-le-monde.html>



**Pour nous soutenir faites un don [en cliquant ici](#)**

Faites-nous part de vos remarques : [journaldelafrique.redaction@investigaction.org](mailto:journaldelafrique.redaction@investigaction.org)

Septembre-octobre 2014

Source : Investig'Action